



Etudes, Conseil et Formation en Développement et Gestion

38 C, Av. Kindu, Ibanda, Ville de Bukavu, RD Congo

Tél : + 243 998 666 992 ; +243 826 688 036 ; + 243 813 651 149

E-mail : maximpactmax@yahoo.com

www.maximpact-asbl.org

EDUCATION SUR L'EXERCICE DU DEVOIR DE DILIGENCE

Manuel destiné aux coopératives minières

Conçu et rédigé par :

Mr Safanto LUKENDO BULONGO ; M.A

Avril 2019

PLAN

Remerciements

INTRODUCTION

Chapitre 1 :

METTRE EN PLACE UNE EQUIPE DE GESTION DE LA DILIGENCE

Chapitre 2 :

IDENTIFIER ET EVALUER LES RISQUES LIES A LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT

Chapitre 3 :

CONCEVOIR ET METTRE EN OEUVRE UNE STRATEGIE POUR REPONDRE AUX RISQUES IDENTIFIES

Chapitre 4 :

METHODOLOGIE D'AUDIT

Chapitre 5 :

RAPPORTAGE SUR L'EXERCICE DU DEVOIR DE DILIGENCE

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre particulière gratitude à l'endroit de personnes dont les noms sont repris ci-dessous :

- Prof Sadiki Byombuka, Mr Joseph IKOLI, Mr Alexander Kopp, Mr Jérémie Franchitti, S.M. Mwami Kalenga Riziki Lucien, Mr John Kanyonyi, Mr Gérard Nayuburundi, Mme Sophia Pickles, Mme Marie Migani Binti Muganza, Mr Jules Muhindi, Mr Ghislain Wakilongo, Mr Prosper Pelo, et Mr Pélo Honoré, pour leurs conseils et orientations au cours de l'élaboration du présent Manuel ;*
- Mr Yves Kulondwa et de Mr Josias Shamamba pour la traduction de nos idées en images.*

Nos remerciements anticipés s'adressent également à tous ceux qui apporteront leur soutien de quelque nature que ce soit pour la diffusion de ce Manuel.

Safanto Lukendo Bulongo ; M.A.

Coordonnateur de Max Impact asbl

INTRODUCTION

La RD Congo a rendu, à travers l'article 8 de l'Arrêté Ministériel n° 0057 CAB.MIN/MINES/01/2012 du 29 février 2012 portant mise en œuvre du mécanisme régional de certification de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs « CIRGL » en République Démocratique du Congo, obligatoire l'exercice du devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais désignés.

Aussi, par la note circulaire ministérielle N° 0007/CAB.MIN/MINES/01/2017 du 7 août 2017 à l'attention de tous les intervenants dans les chaînes de possession des minerais de toutes les filières minières de production artisanale en République Démocratique du Congo, il est fait obligation aux intervenants de la chaîne de possession des minerais (les Coopératives minières, les Comptoirs d'achat et de vente des substances minérales, les Entités de traitement des substances minérales,...) ..., d'exercer à tous les niveaux de la chaîne de possession des minerais, les recommandations spécifiques du Guide du devoir de diligence de l'OCDE en adoptant une politique de diligence et de gestion de risques pour éviter que leurs choix ne contribuent à des conflits ou des violations de droits humains. A défaut, le concerné serait soumis à la déchéance de son titre minier ou le retrait de son agrément.

Conscient de la nécessité de former les acteurs de la chaîne sur le Guide du devoir de diligence de l'OCDE notamment sur l'élaboration de politique, l'évaluation de risque et le rapportage, Max Impact a, au vu de la complexité du langage du Guide pour une catégorie d'acteurs, estimé impérieux d'élaborer un Manuel d'éducation en image devant permettre à toute catégorie d'acteur de la chaîne d'approvisionnement de s'acquitter aisément de cette obligation légale.

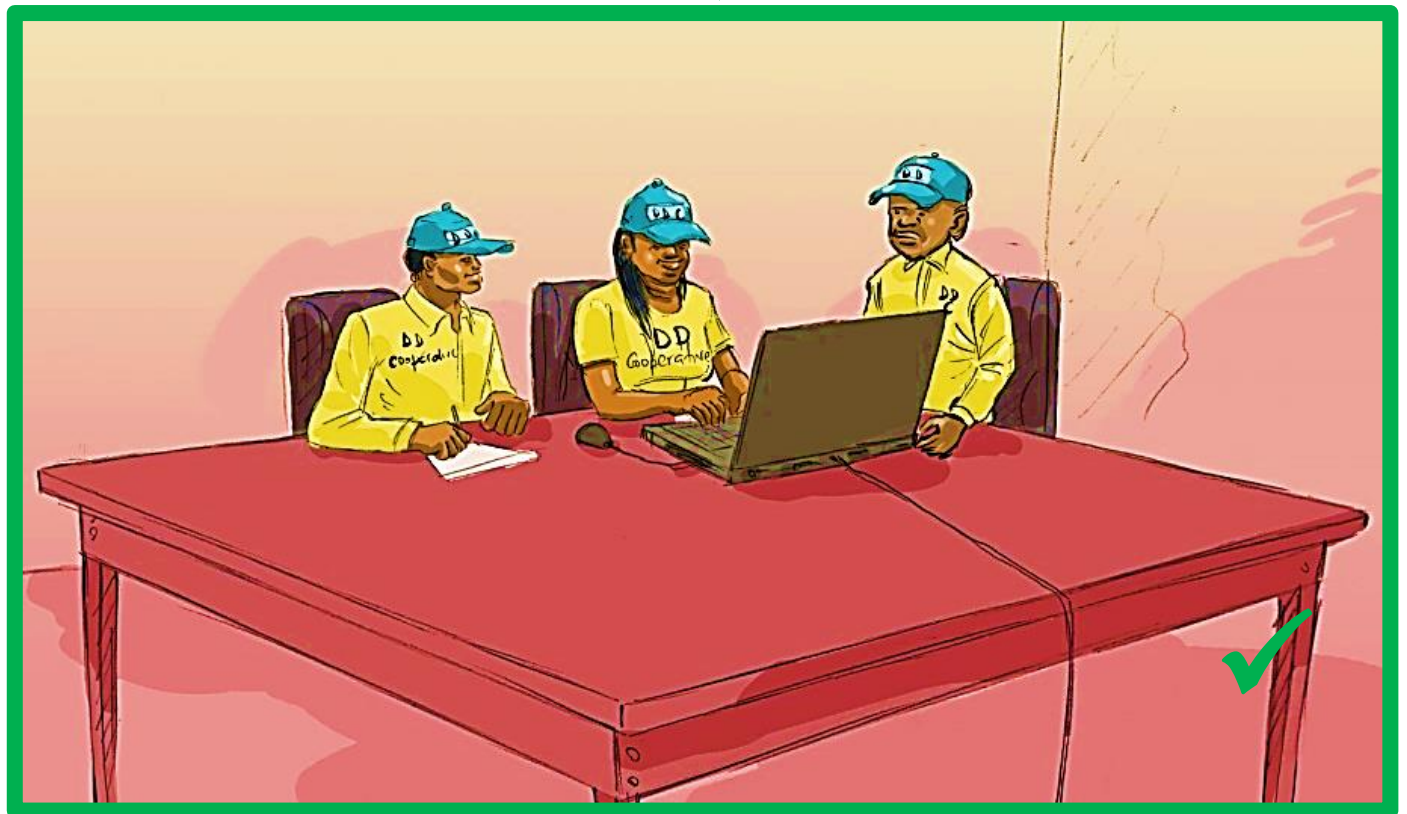
Chapitre 1 :

METTRE EN PLACE UNE EQUIPE DE GESTION DE LA DILIGENCE

Il s'agit pour ce chapitre, de la mise en place, au sein de la coopérative, d'une équipe en charge de l'exercice du devoir de diligence.

Une large consultation des exploitants miniers artzzisanaux devra permettre de désigner de personnes qui auront la charge d'exercer le devoir de diligence.

Les images se rapportant à ce processus sont placé dans un cadre dont les contours sont de couleur verte et un marquage ✓ est situé sur la partie basse et à droite sur l'image ;



Chapitre 2 :




IDENTIFIER ET EVALUER LES RISQUES LIES A LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT

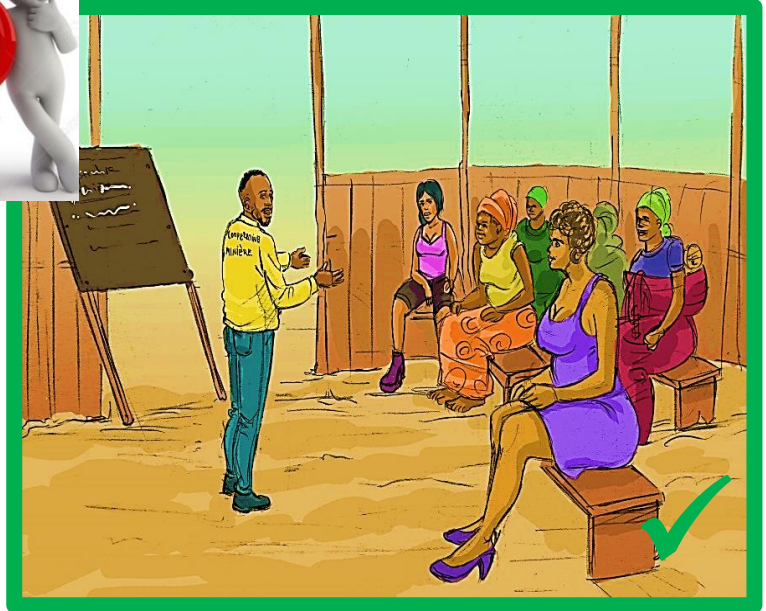
L'Etape 2 du Guide de l'OCDE prévoit que les Entreprises procèdent à l'identification des risques de leur chaîne d'approvisionnement.

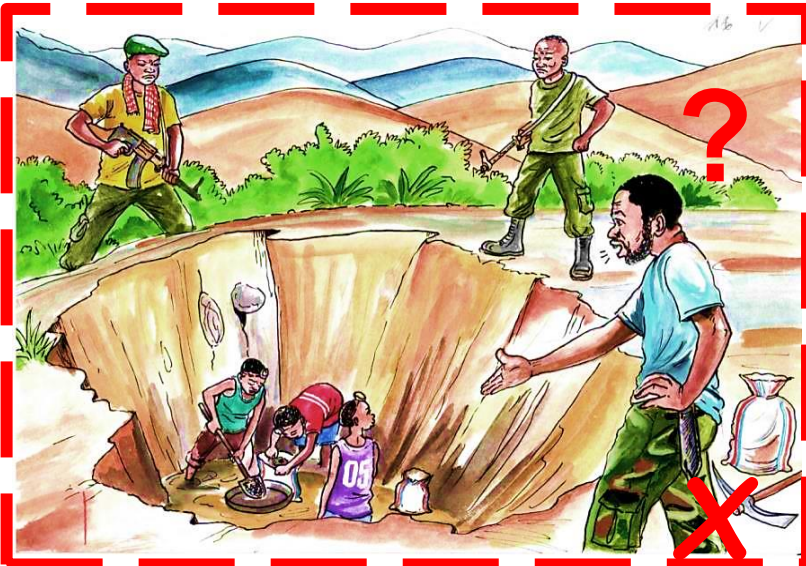
Ce chapitre donne des orientations aux coopératives sur :

- La méthodologie pour une identification participative et inclusive de risques.
L'idée est de permettre aux coopératives de développer une approche permettant aux acteurs (internes et externes) pouvant influencer négativement ou positivement à la survenance et/ou l'atténuation de risques de prendre conscience de l'importance de leur rôle dans la matérialisation de cette obligation légale qu'est l'exercice du devoir de diligence ;
- Les risques éventuels auxquels les coopératives pourraient faire face au cours de la réalisation de leurs activités ;

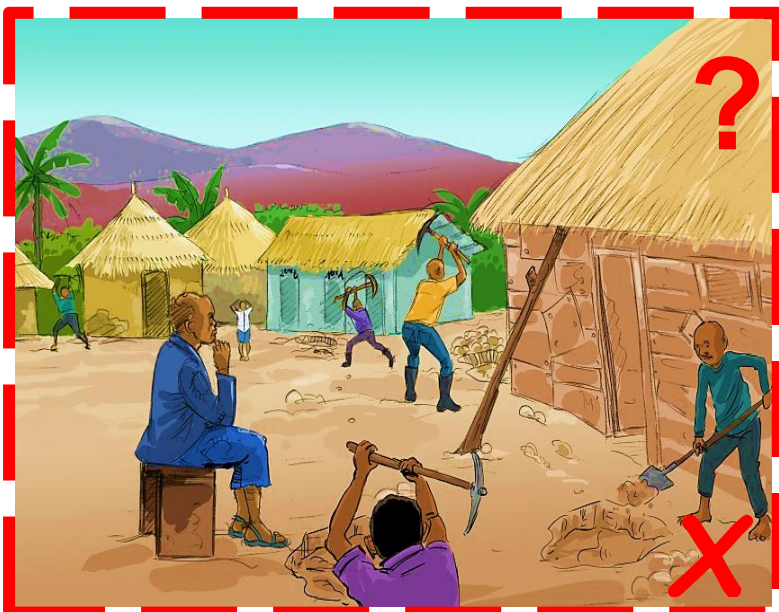
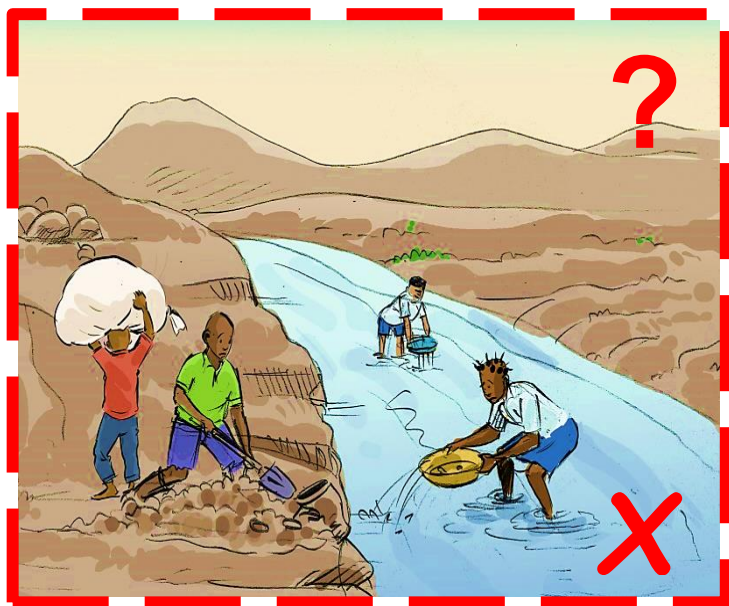
Les images reprises sous ce chapitre sont mises en cadres avec les spécifications suivantes :

- Un cadre avec un contour en tirets de couleur rouge 
- Un point d'interrogation de couleur rouge  traduisant le caractère incertain de la survenance du risque ;
- Une croix de couleur rouge  située sur la partie basse et à droite sur l'image.
Ceci traduisant le caractère négatif de la situation représentée par l'image ;

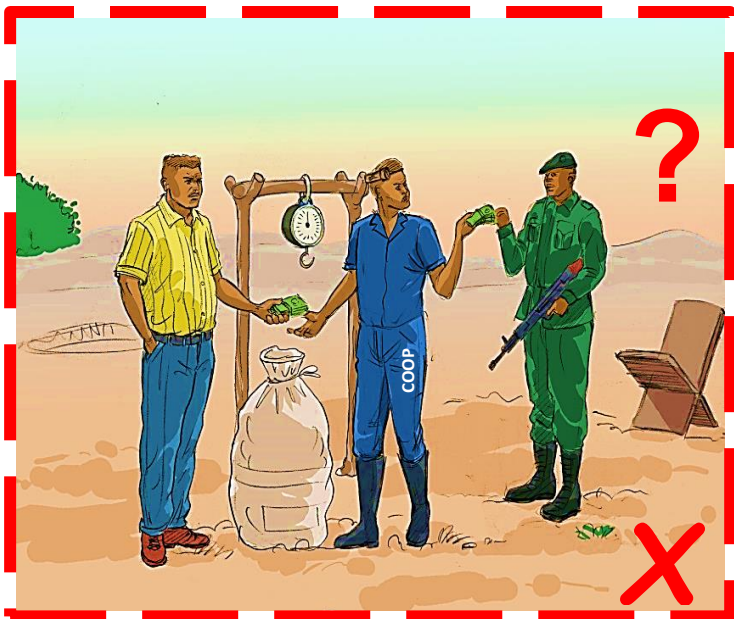


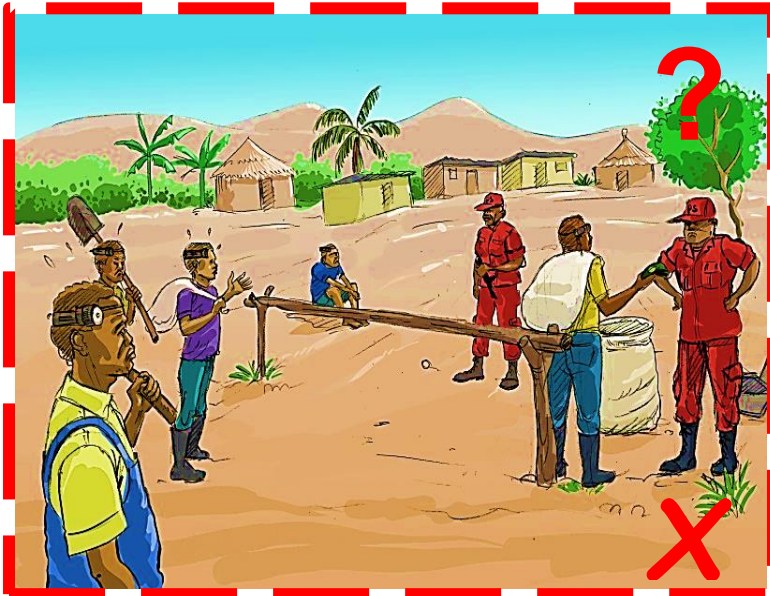


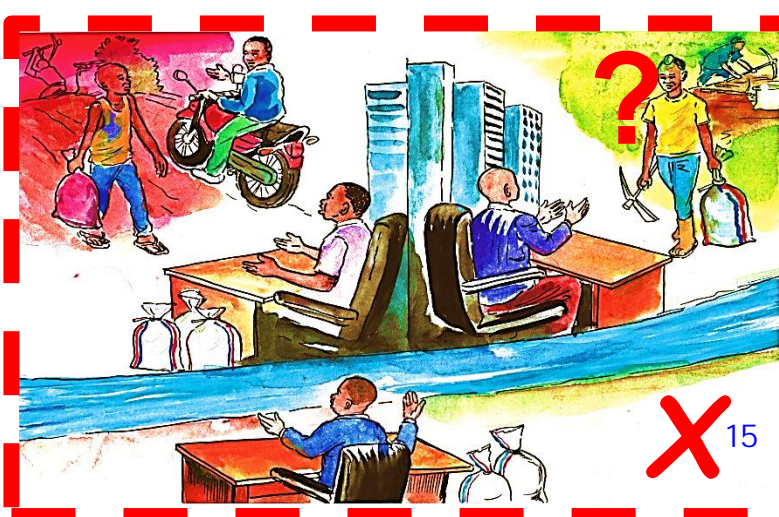
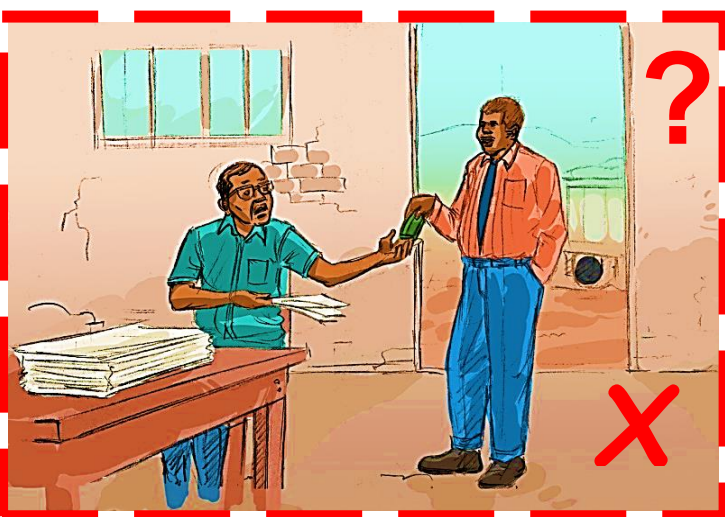
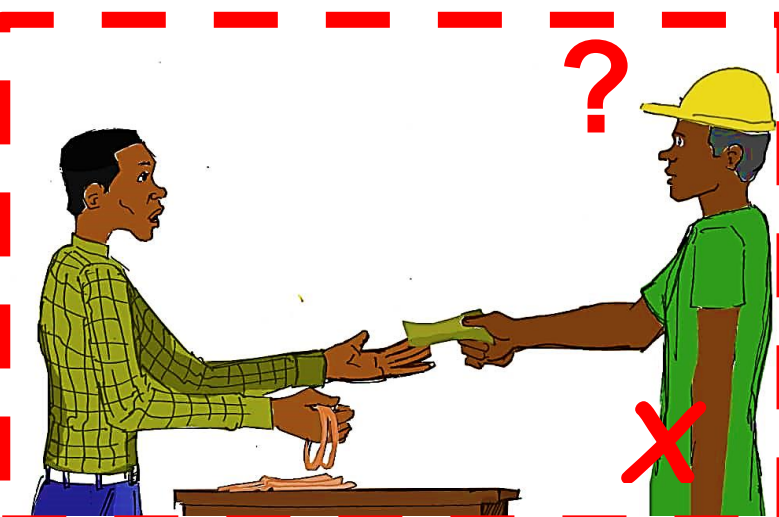


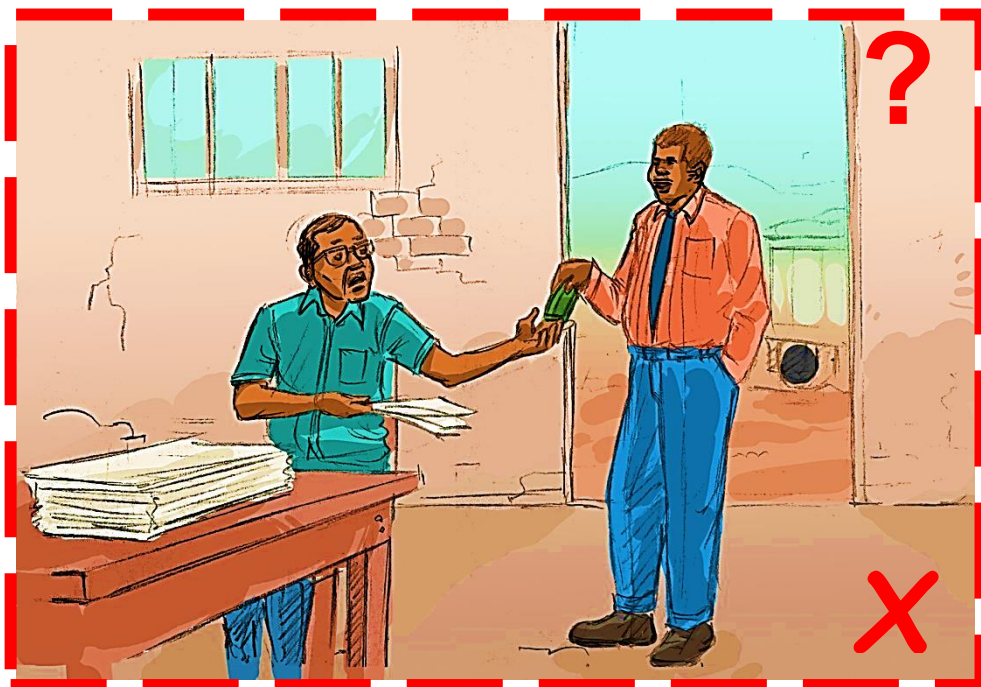














Chapitre 3 :

CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE UNE STRATEGIE POUR REpondre AUX RISQUES IDENTIFIES

L'Etape 3 du Guide de l'OCDE prévoit que les Entreprises conçoivent et mettent en œuvre une stratégie pour répondre aux risques identifiés.

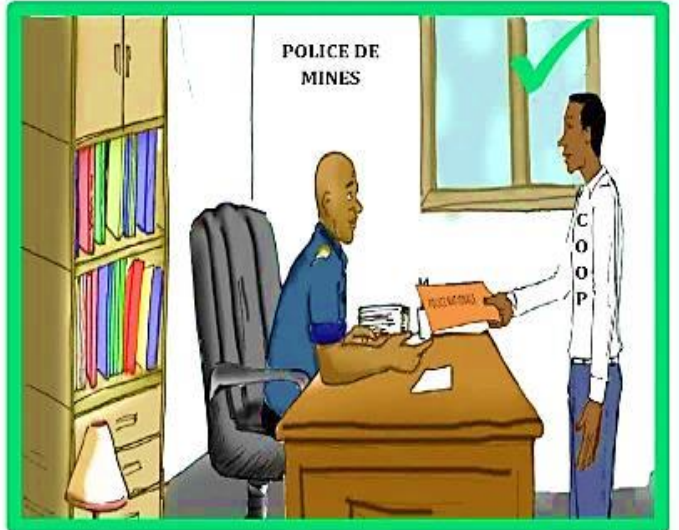
Ce chapitre donne des orientations sur des éventuels risques auxquels les coopératives pourraient faire face (en lumière de l'annexe II du Guide de l'OCDE) et les types d'actions qu'elles pourraient entreprendre afin de répondre aux dits risques pour les atténuer.

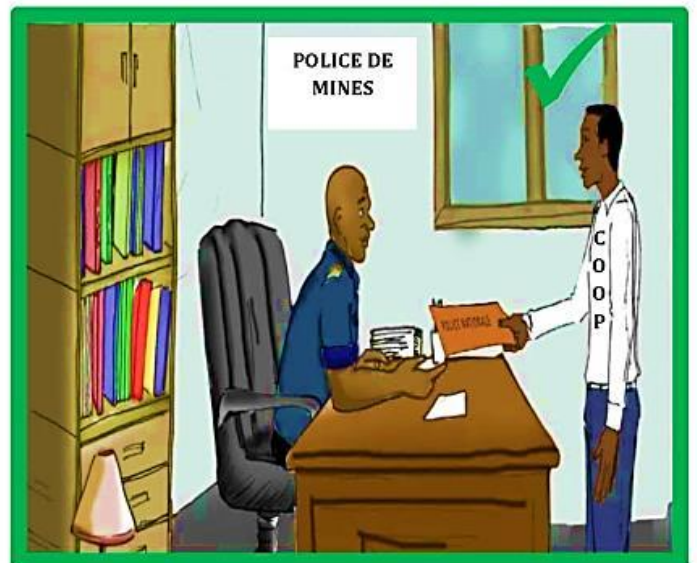
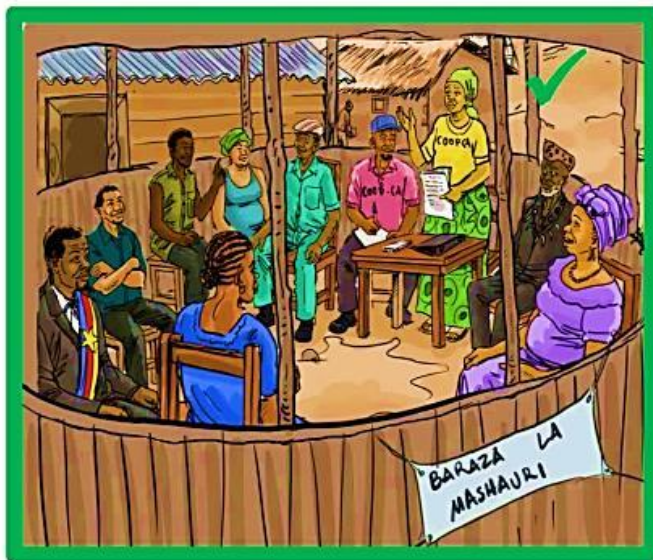
Les images reprises sous ce chapitre sont mises en cadres avec les spécifications suivantes :

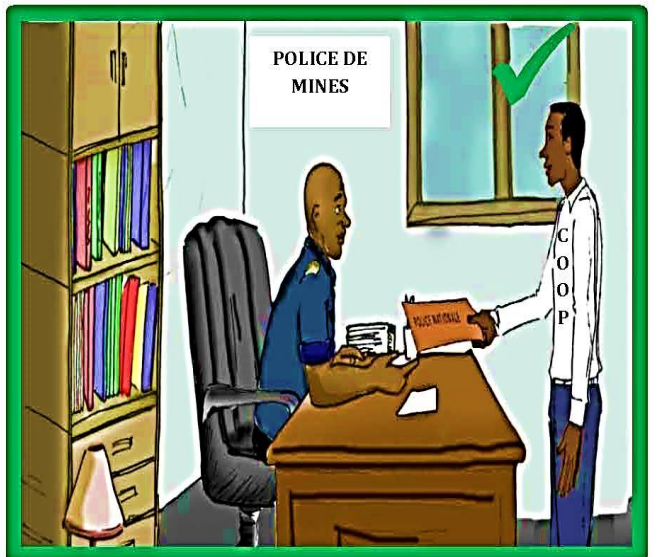
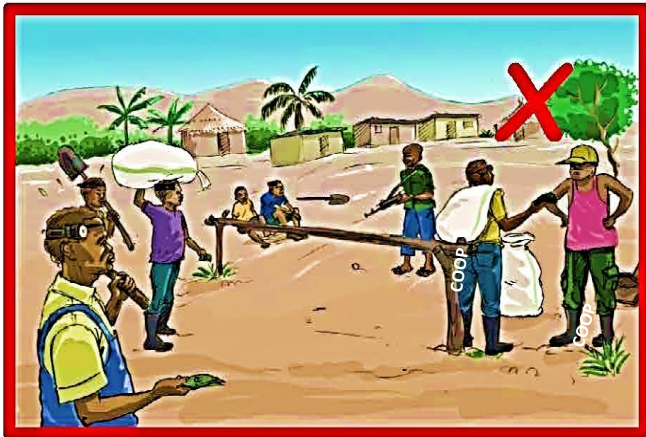
- **les risques** sont représentés par des images reprises dans un cadre avec une bordure de couleur **rouge X** sur l'image ;
- **les actions entreprises pour les répondre aux risques identifiées** sont reprise sur des images avec un cadre aux bordures de couleur **verte et un marquage ✓** sur la partie supérieure droite de l'image ;

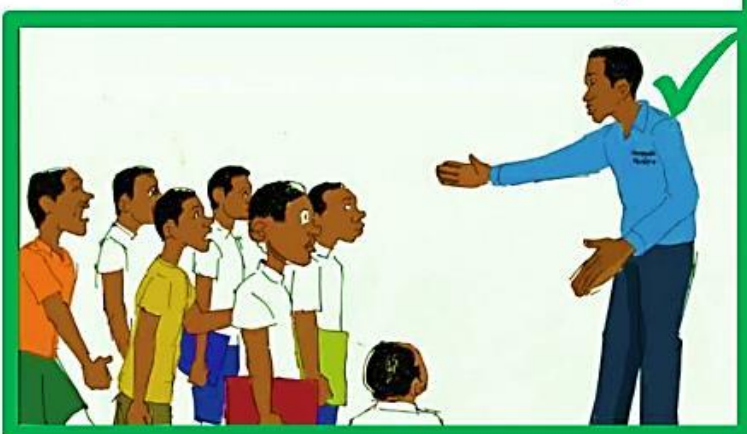
Les risques identifiés et les stratégies (actions) mises en œuvre pour y répondre devront faire objet de communication (publicité) à l'intention de tous les acteurs (publics, privés, société civile) intéressés par la chaîne d'approvisionnement sur laquelle la coopérative intervient. Elle peut se faire par :

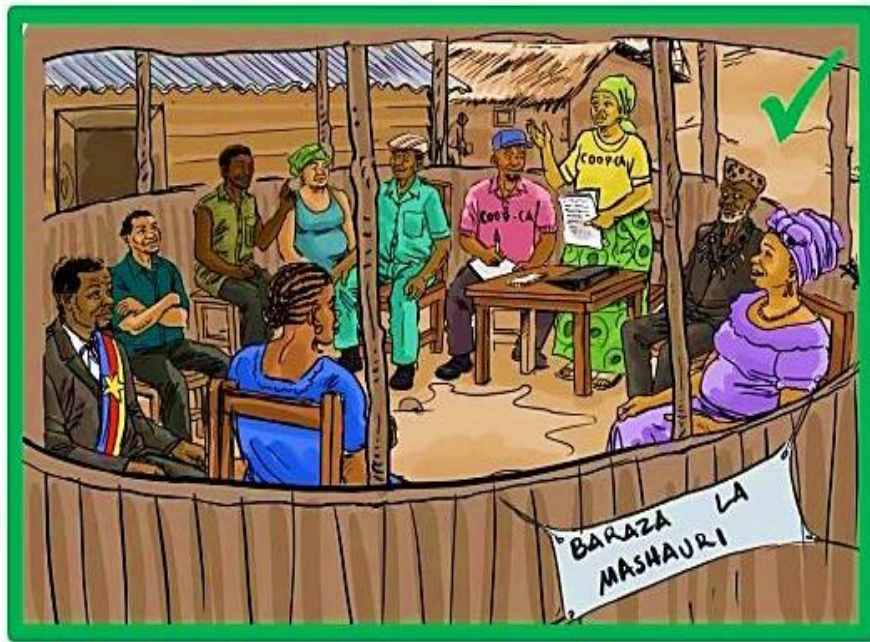
- la mise à la disposition des officiels et du grand public des copies de rapports ;
- la tenue des conférences publiques et affichage du rapport à un espace public ;
- les conférences de presse ;
- etc.

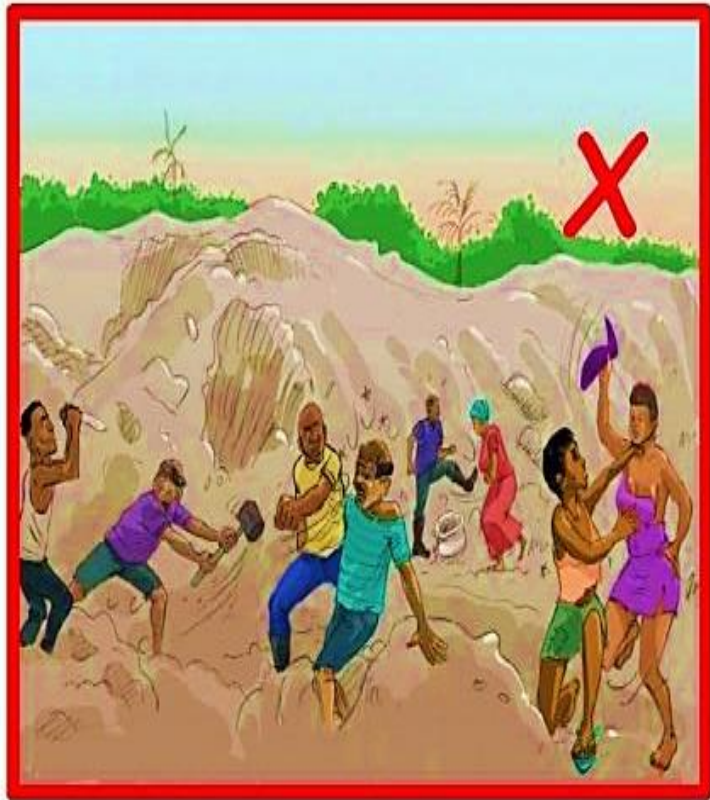


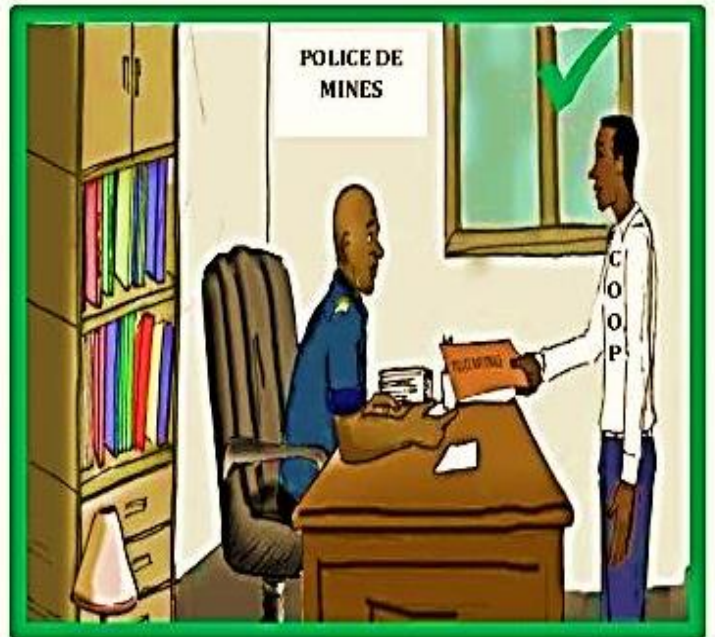
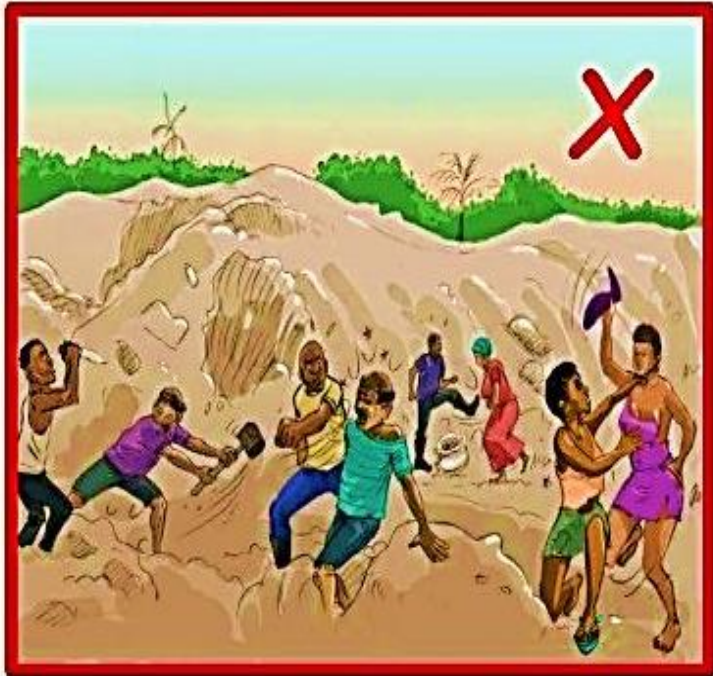


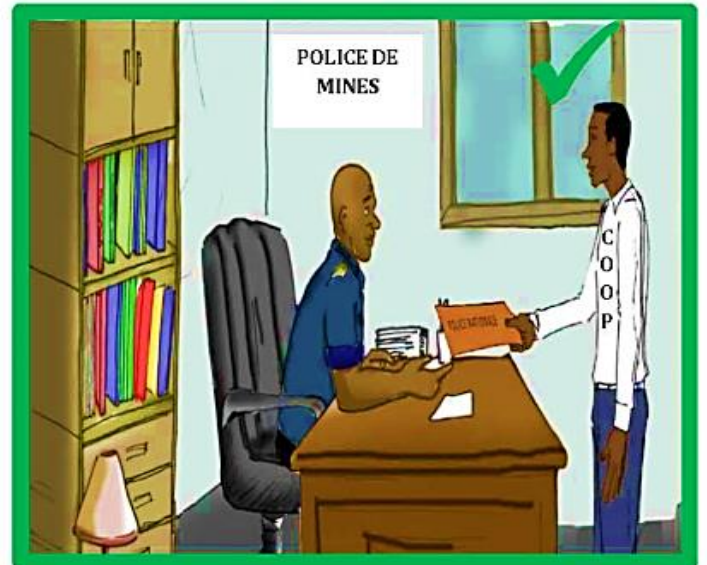
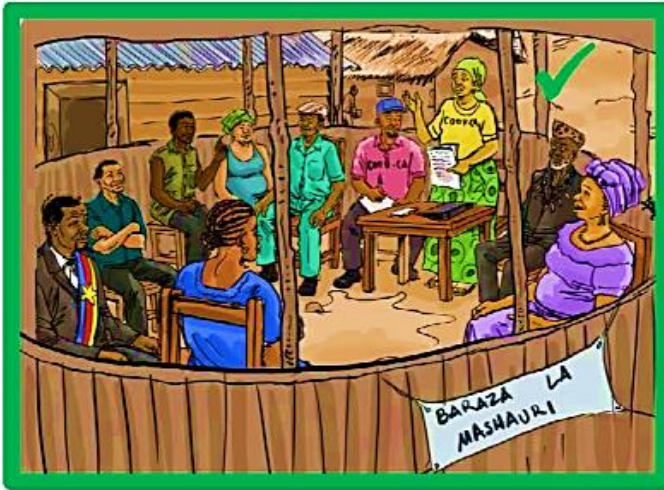


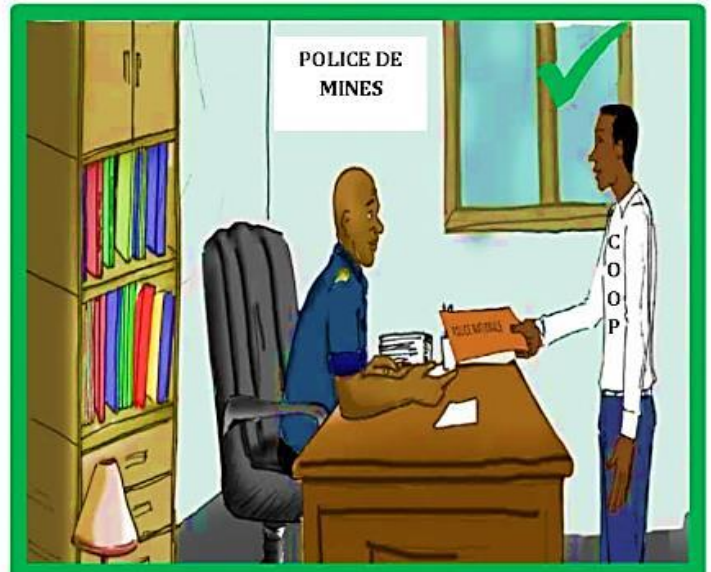
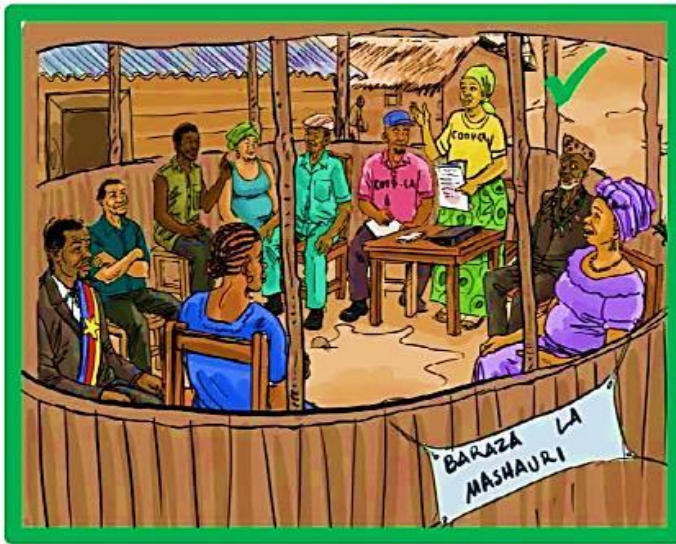


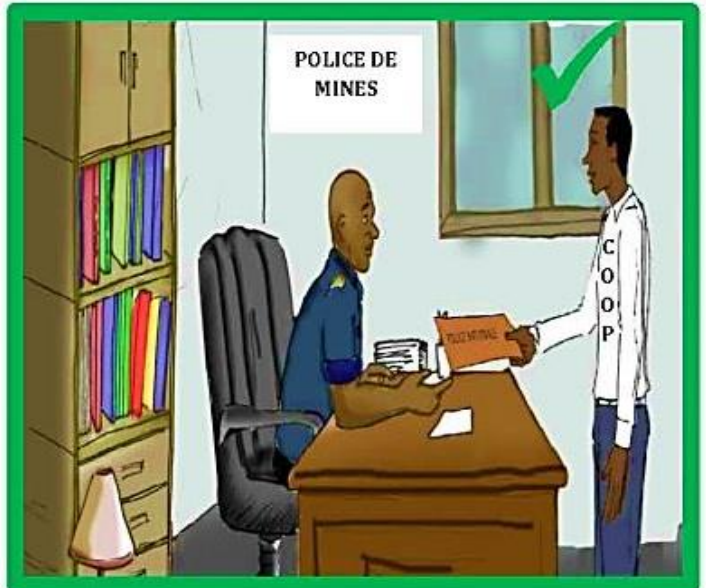
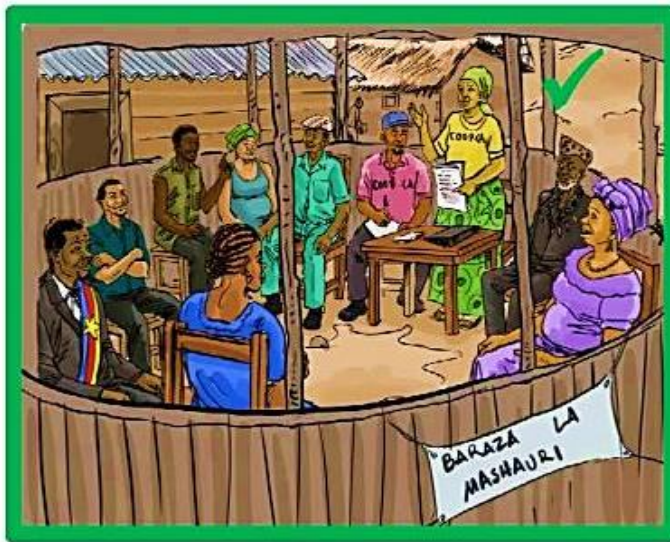


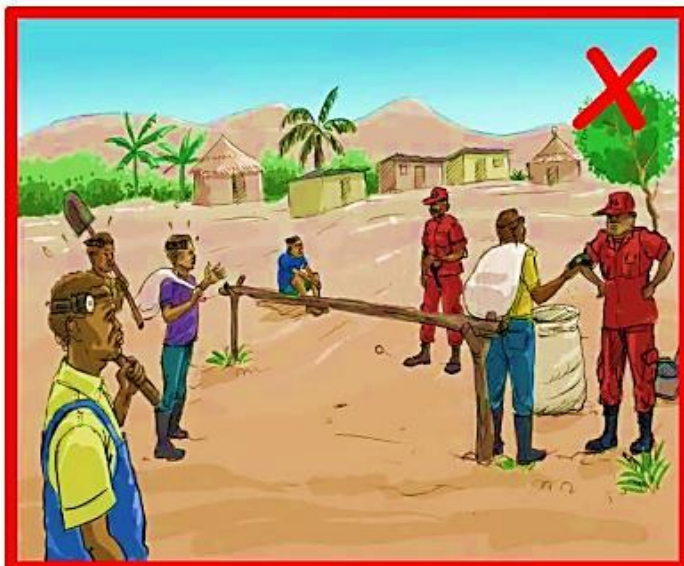


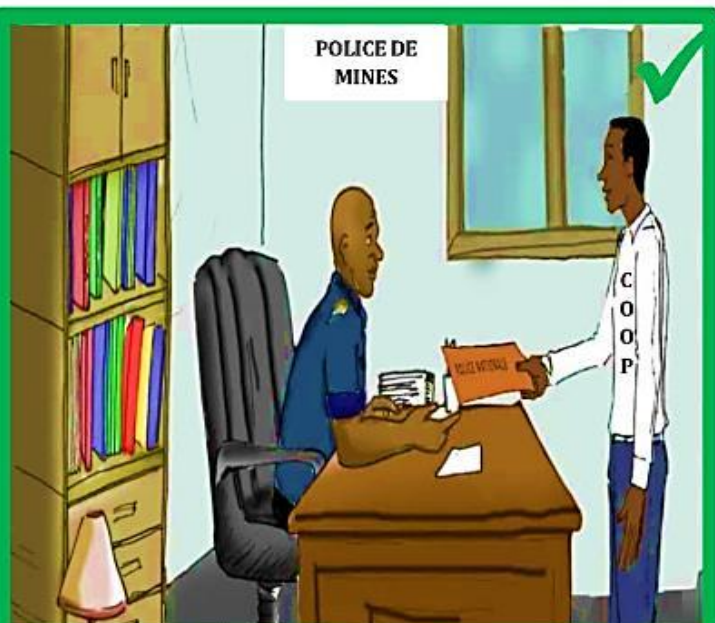


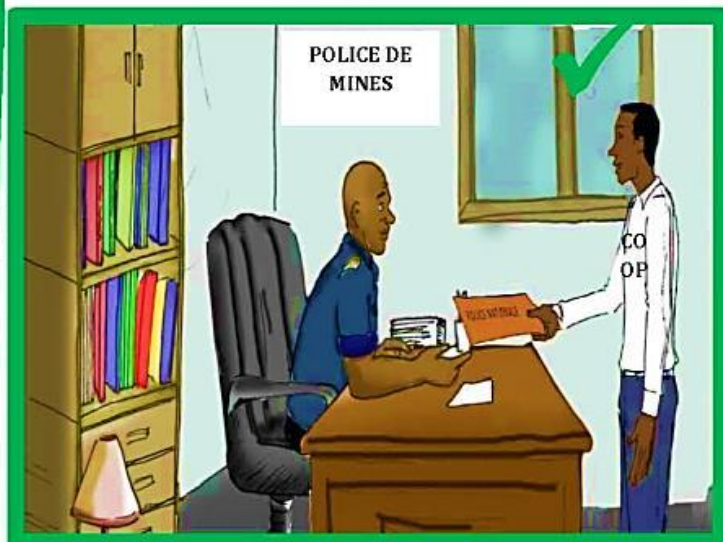
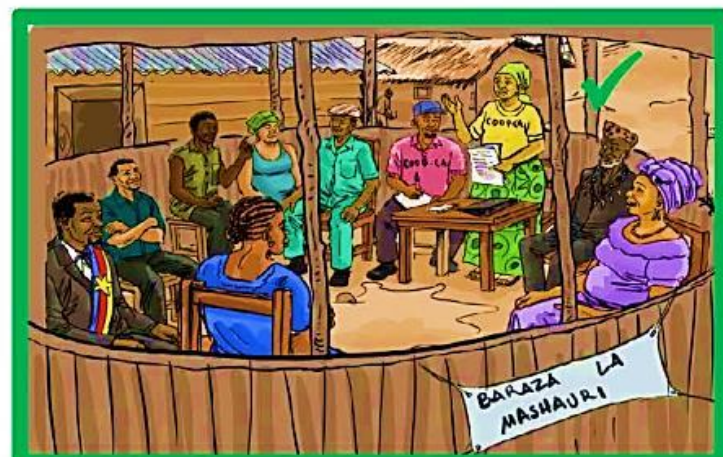


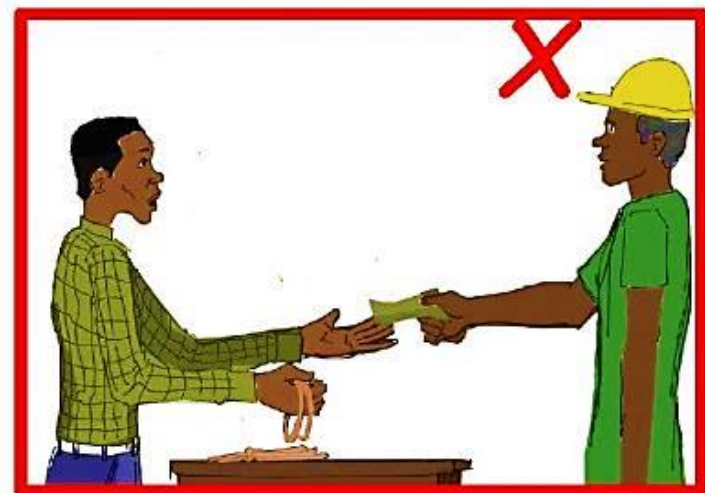
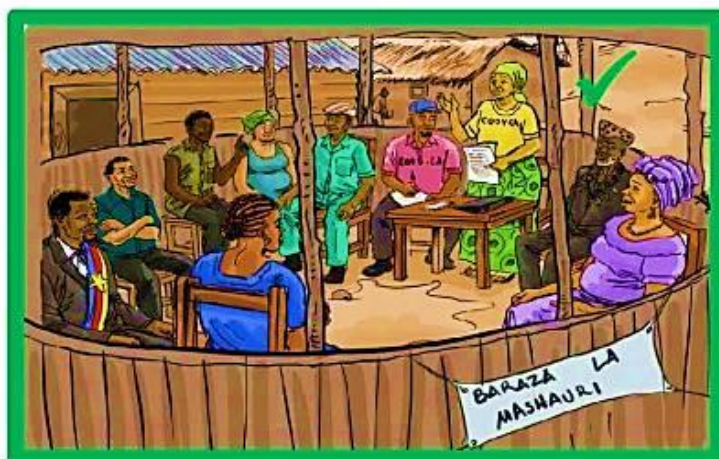


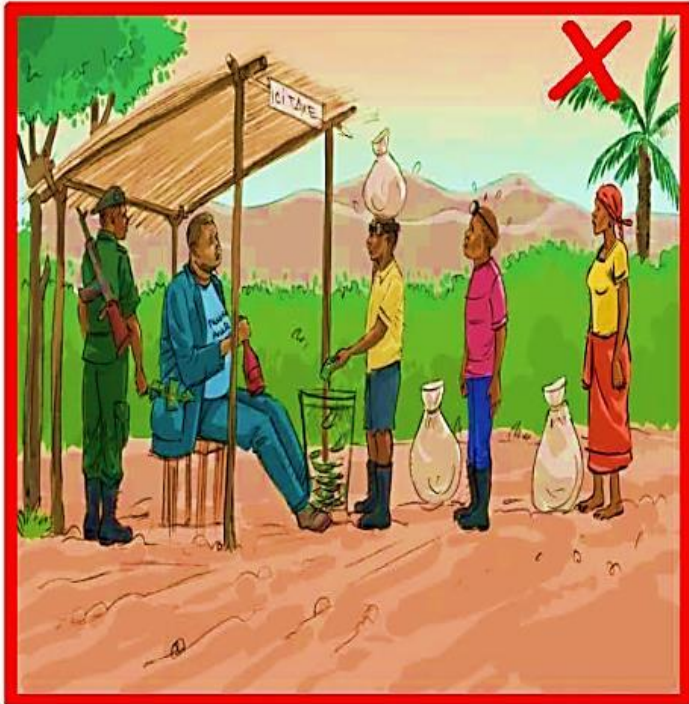


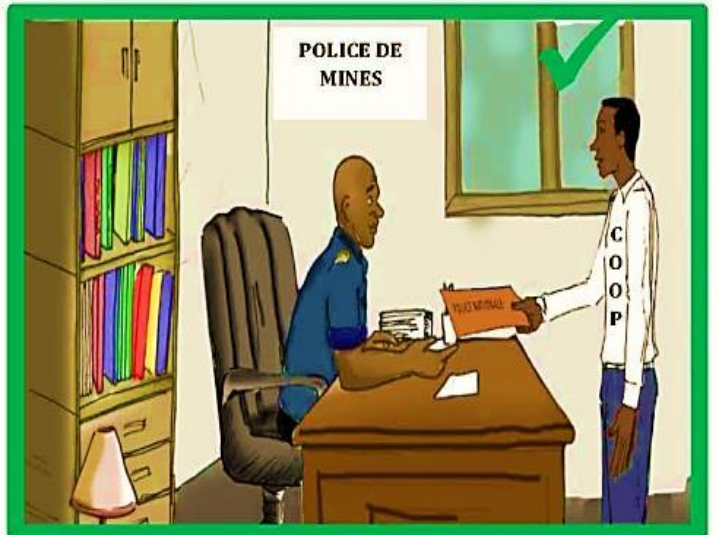
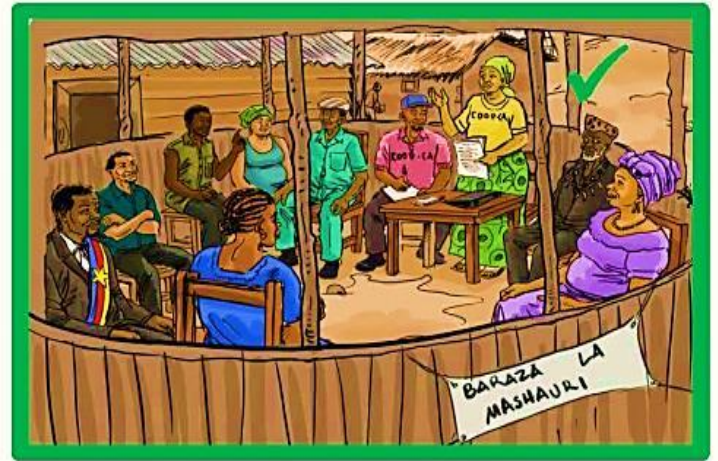


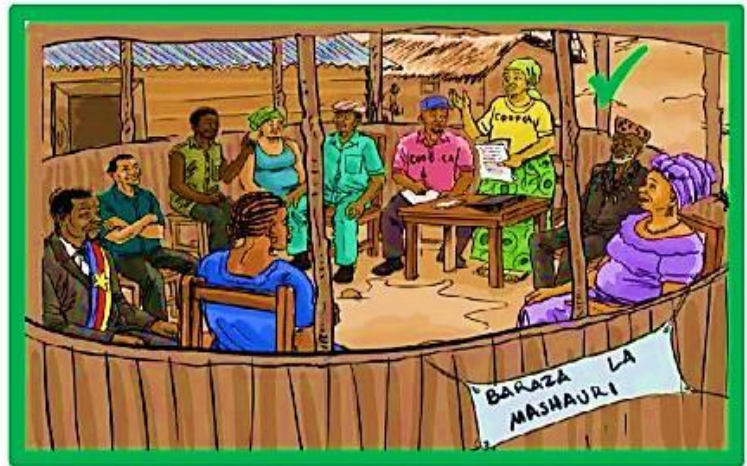












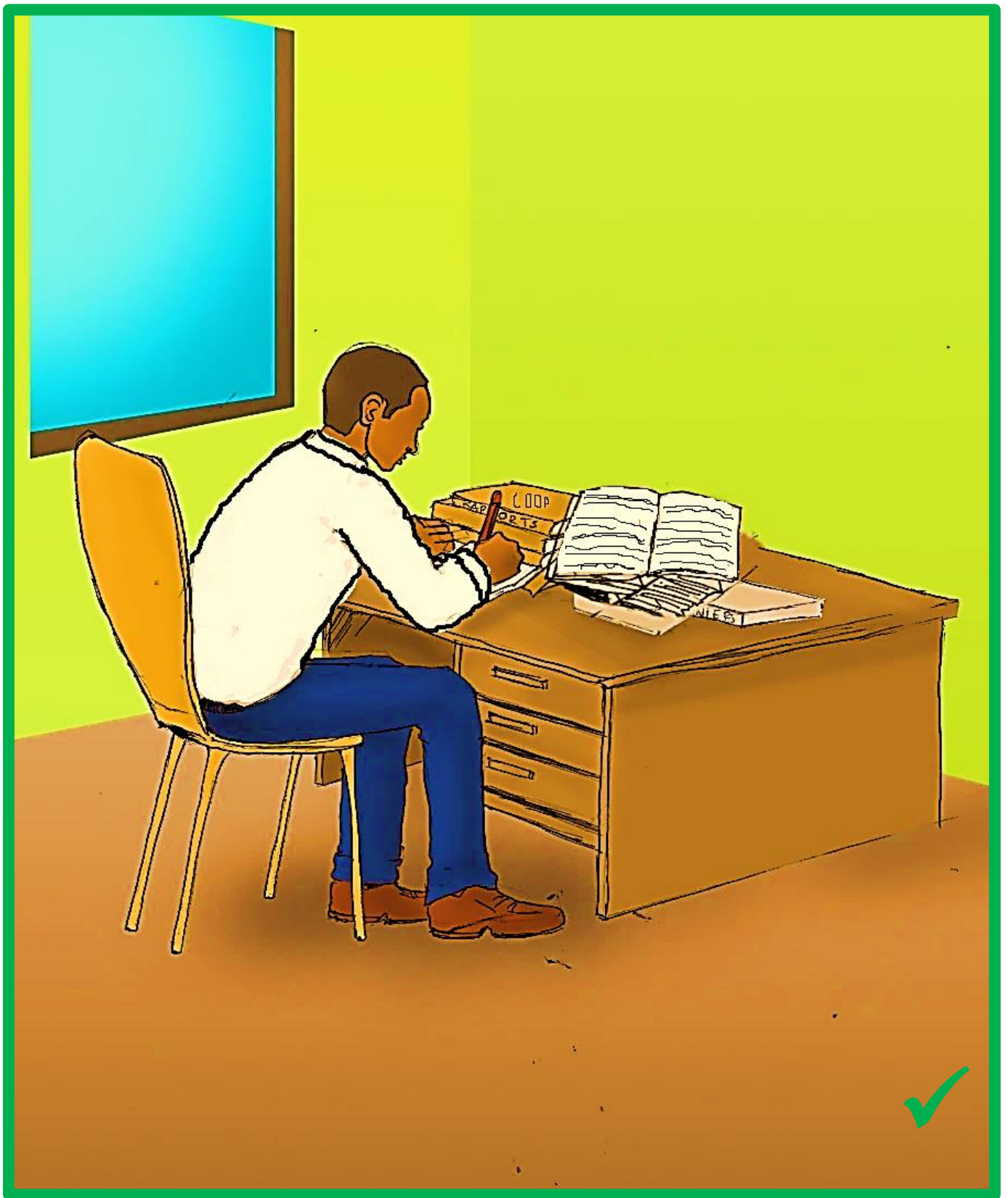
Chapitre 4 :

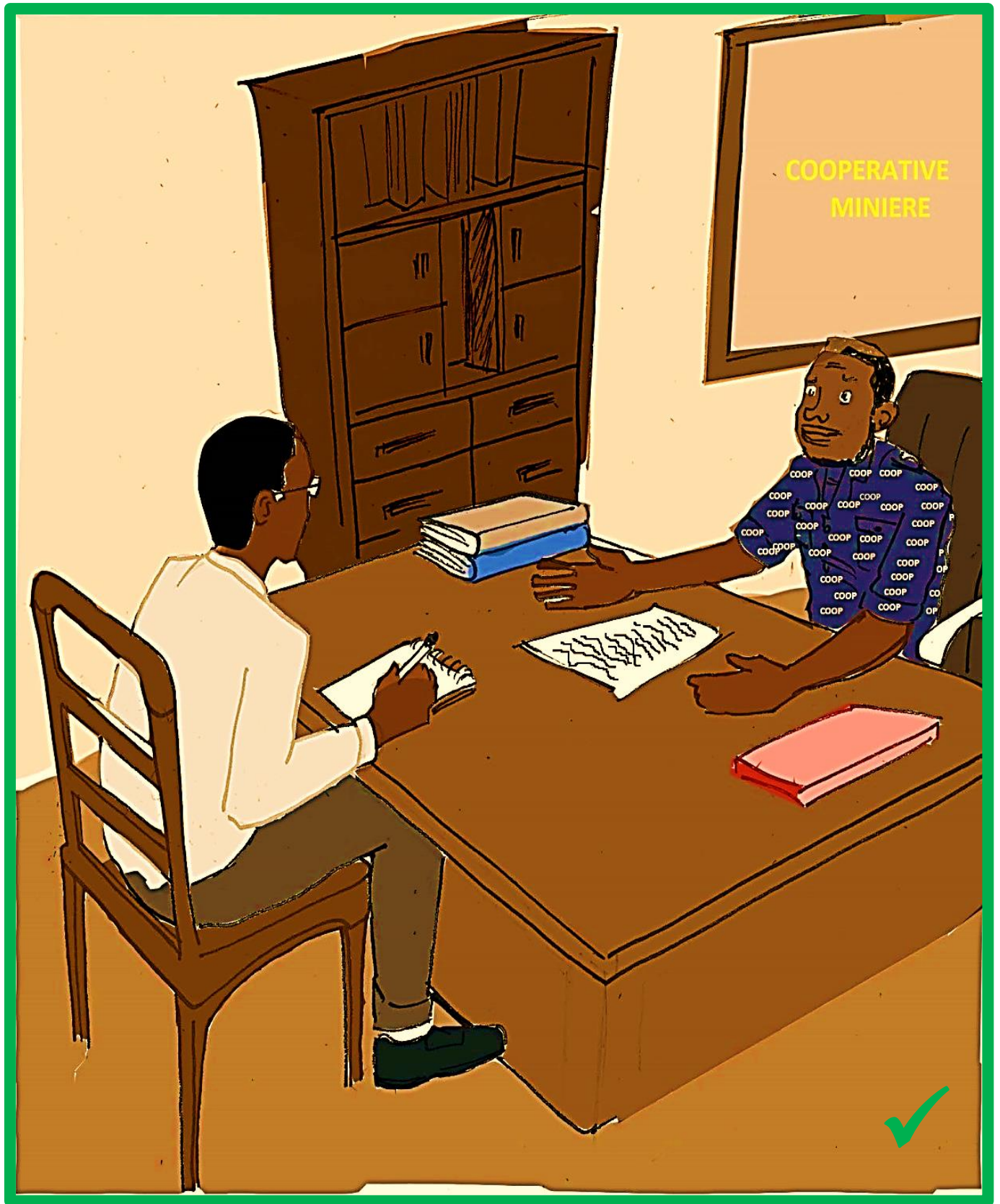
METHODOLOGIE D'AUDIT

L'Etape 4 du Guide de l'OCDE prévoit la réalisation d'un audit indépendant de la chaîne d'approvisionnement. Le présent chapitre, présente une méthodologie de l'audit qui du reste doit être centrée sur :

- **L'analyse documentaire** : Il s'agit de l'exploitation de documents divers tenus ou produits par : la coopérative, les négociants, les entités de traitement/comptoirs, les services publics de l'administration de mines, les services publics et privés de sécurité en lien avec les mines, les ONG du secteur minier, etc ;
- **Les entretiens (individuels et en focus group) avec les différents acteurs** : exploitants miniers artisanaux, les dirigeants/agents de la coopérative, les négociants, les responsables/agents de l'entité de traitement/comptoir, les vendeurs/vendeuses au long de la chaîne d'approvisionnement, la population riveraine de la chaîne d'approvisionnement (du site minier, de la route d'évacuation jusqu'au point d'exportation), les chefs coutumiers, les responsables/agents de services publics de l'administration de mines, les responsables/agents de services publics et privés de sécurité (militaires, policiers, sécurités privées, ...) en lien avec les mines, les responsables/agents des ONG du secteur minier/intervenant dans la zone couvrant la chaîne d'approvisionnement ; les tenanciers de bars, restaurants et les vendeurs de produits divers le long de la chaîne d'approvisionnement ;
- **L'observation du long de la chaîne d'approvisionnement** : les sites miniers, les voies d'évacuation, les centres de négoce, les entités de traitement (comptoirs);
- **Les images et autres éléments illustratifs** : la prise d'images et autres éléments (vidéo et audio) illustratifs de faits (positifs et négatifs) le long de la chaîne d'approvisionnement ;
- **Echantillonnage** : le nombre de personnes à interviewer, de sites et de voies d'évacuation de minerais à visiter doivent être suffisamment représentatives pour fournir une photographie réelle de la chaîne d'approvisionnement auditée ;
- **La triangulation de l'information** : il s'agit du recoupement des informations pour plus de fiabilité.

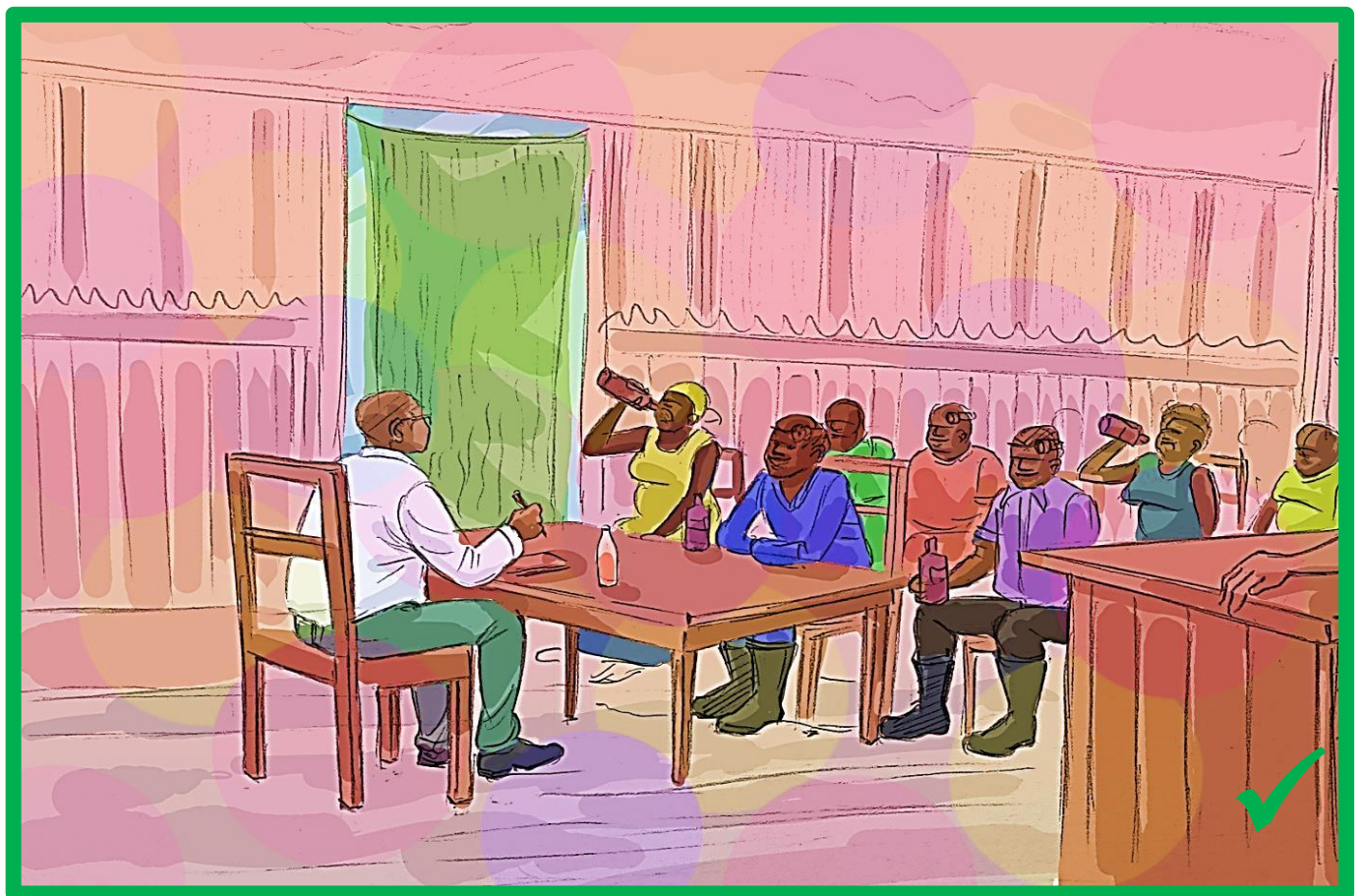
Il sied de noter que les visites d'observation, les entretiens et la prise d'images et autres éléments illustratifs de faits devront être faits dans un cadre officiel et officieux et cela sur tout le long de la chaîne d'approvisionnement.

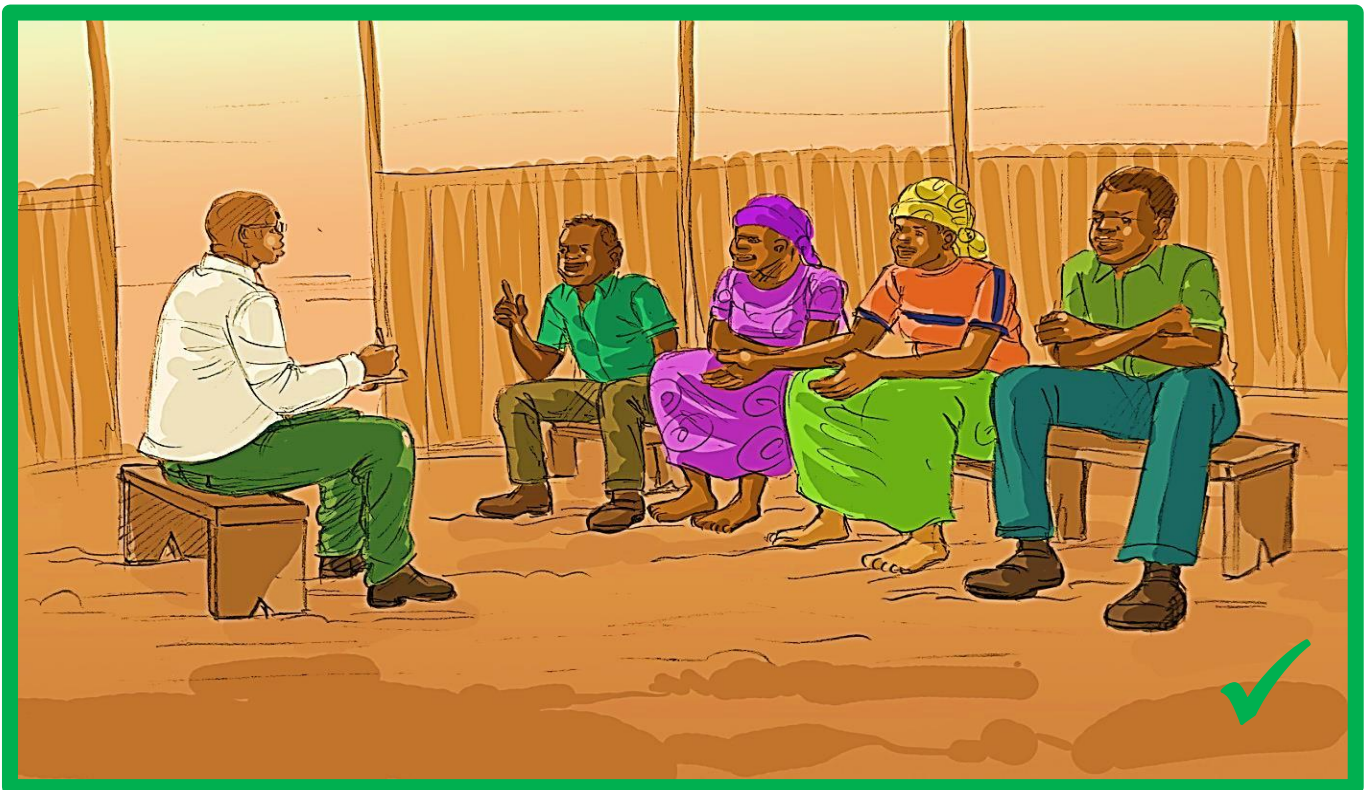






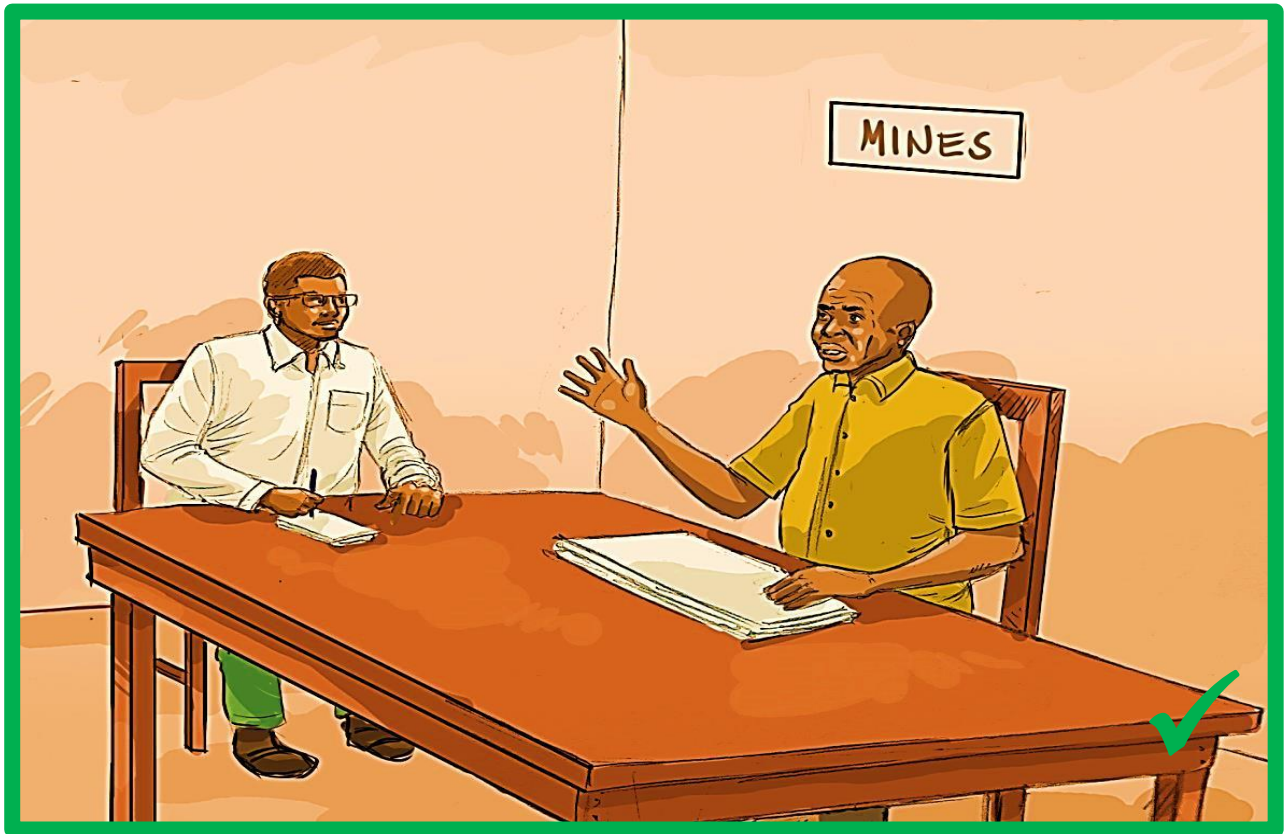


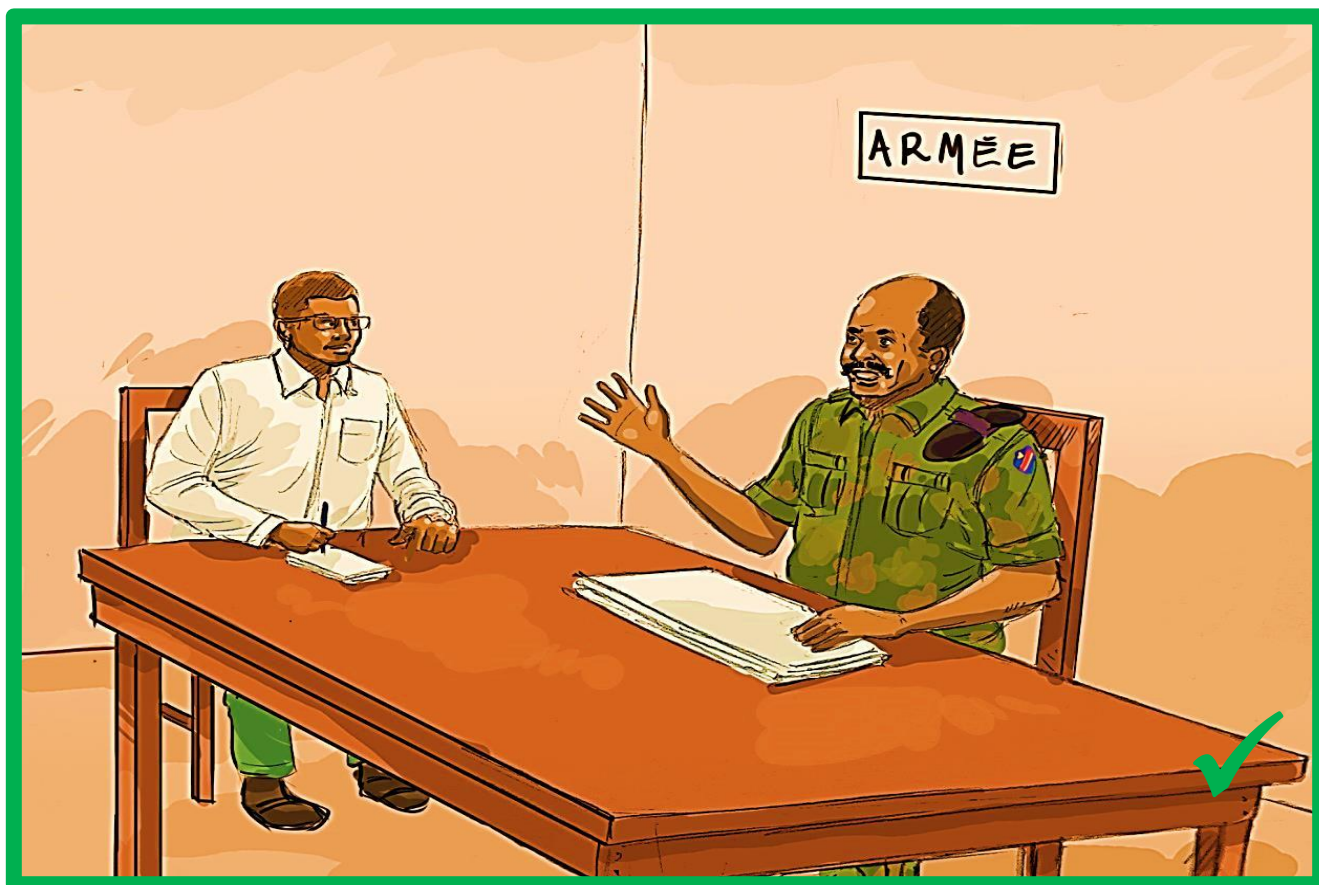


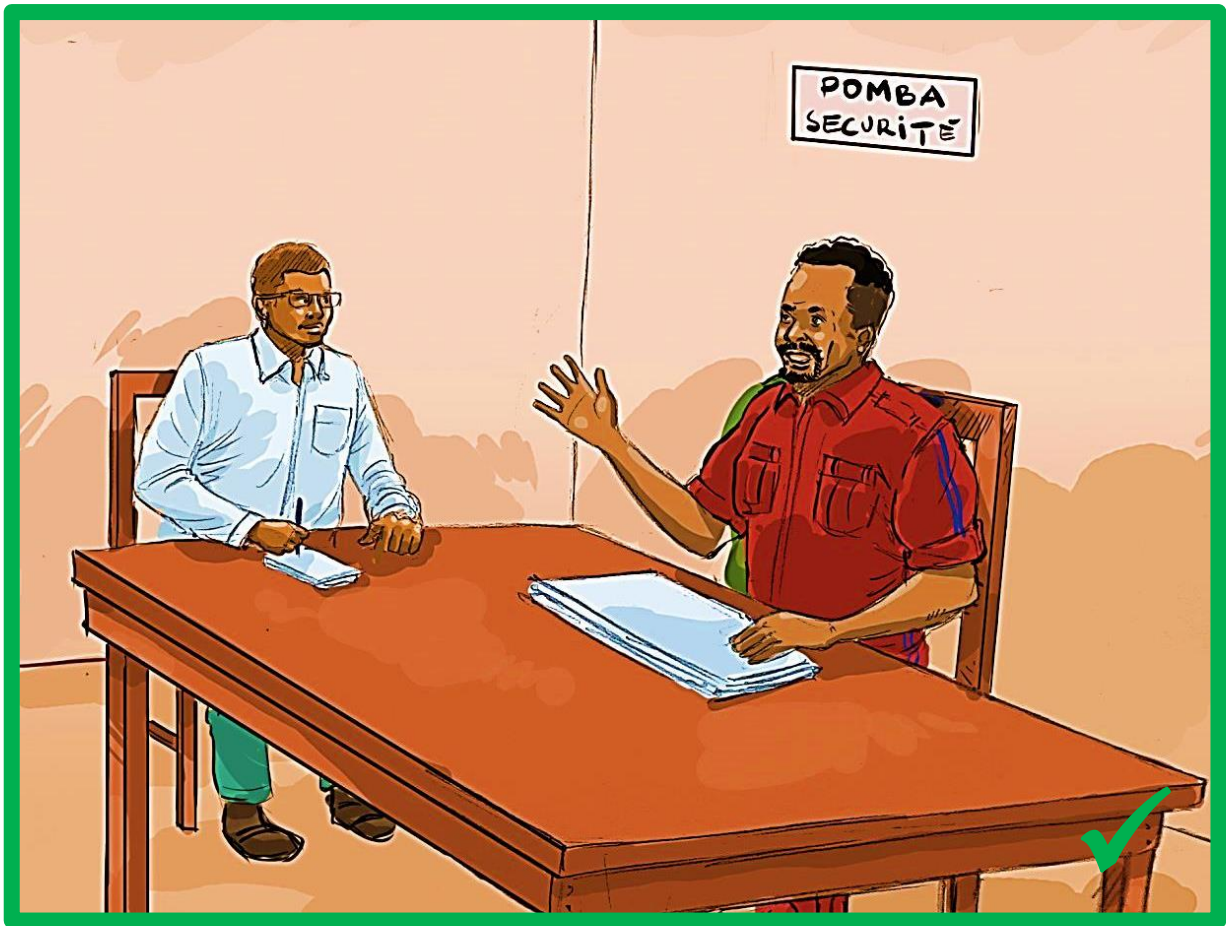


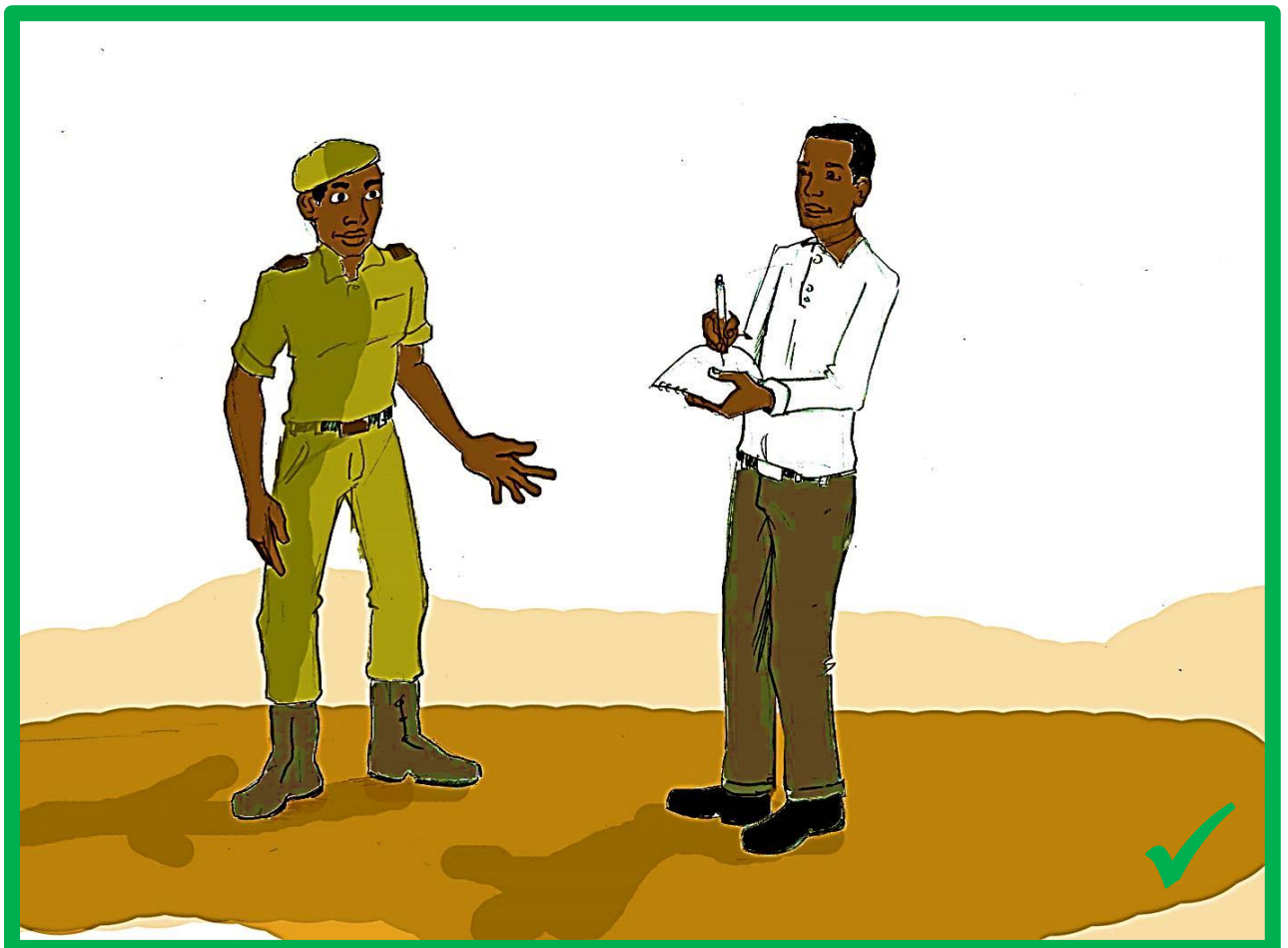
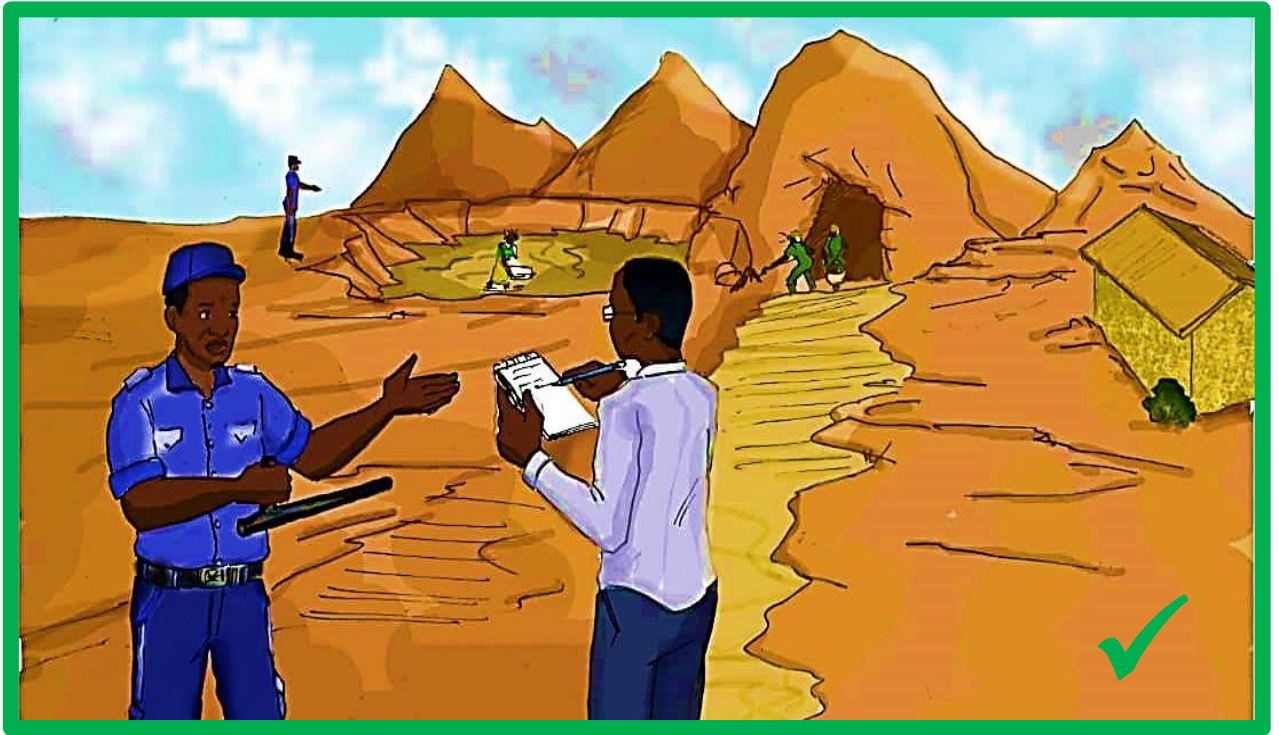


















Chapitre 5 :

RAPPORTAGE SUR L'EXERCICE DU DEVOIR DE DILIGENCE

L'Etape 5 du Guide de l'OCDE prévoit que les Entreprises rendent compte de leurs politiques et pratiques de diligence. Les Coopératives minières, au même titre que tout autre acteur de la chaîne d'approvisionnement, sont concernées par cette obligation.

Ce chapitre donne des orientations devant permettre aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement de rédiger des rapports consistant à renseigner sur la réalité à laquelle elles ont fait face au cours d'une période donnée.

Le rapport d'exercice du devoir de diligence devra comporter, entre autres, les éléments ci-dessous :

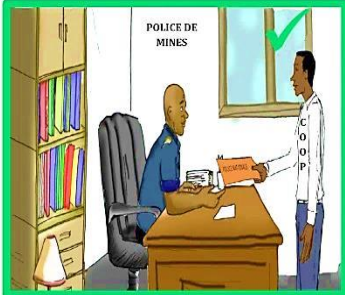
- Les risques identifiés ;
- Les actions entreprises pour les répondre aux risques identifiés ;
- La situation actuelle découlant de la mise en œuvre des actions de réponse aux risques identifiés.

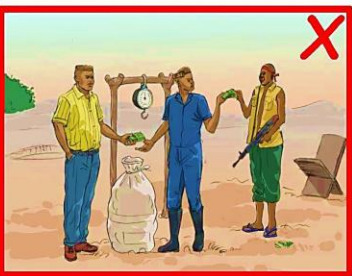
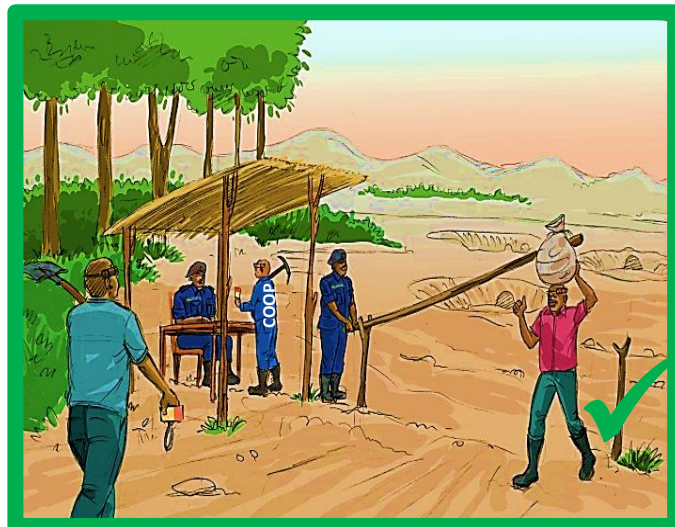
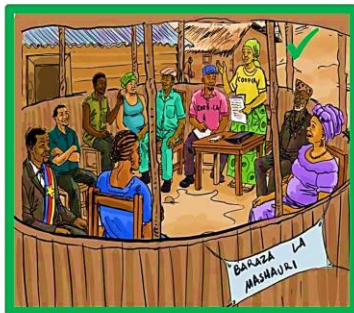
La publicité du rapport d'exercice du devoir de diligence constitue une obligation clé pour la coopérative. Elle peut se faire par :

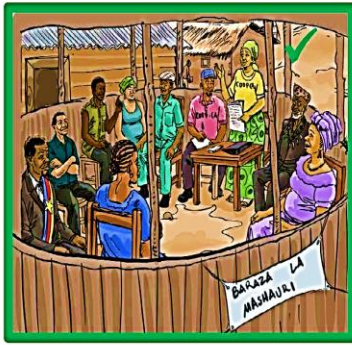
- la mise à la disposition des officiels et du grand public des copies de rapports ;
- la tenue des conférences publiques et affichage du rapport à un espace public ;
- les conférences de presse ;
- etc.

Les images reprises sous ce chapitre sont mises en cadres avec les spécifications suivantes :

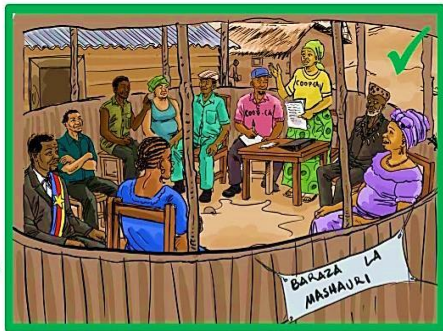
- **les risques** sont représentés par des images reprises dans un cadre avec une bordure de couleur rouge **X** sur l'image ;
- **les actions entreprises pour les répondre aux risques identifiées** sont reprises sur des images avec un cadre aux bordures de couleur verte et un marquage **✓** sur la partie supérieure droite de l'image ;
- **la situation actuelle découlant de la mise en œuvre des actions de réponse aux risques identifiés** est reprise sur des images avec un cadre aux bordures de couleur verte et un marquage **✓** sur la partie basse, à droite de l'image.

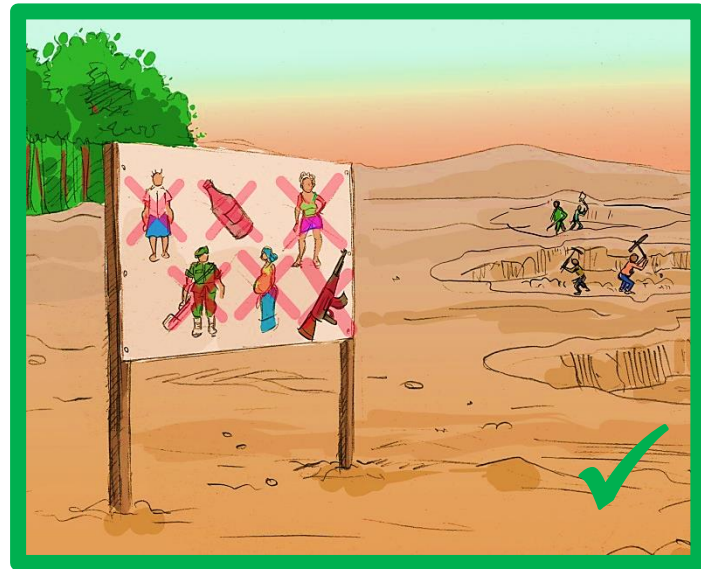
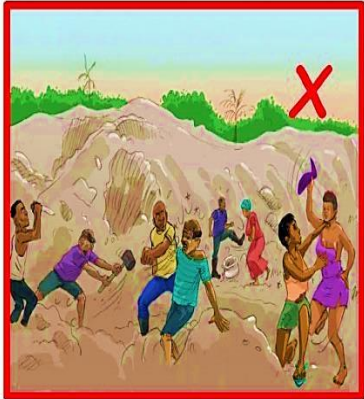


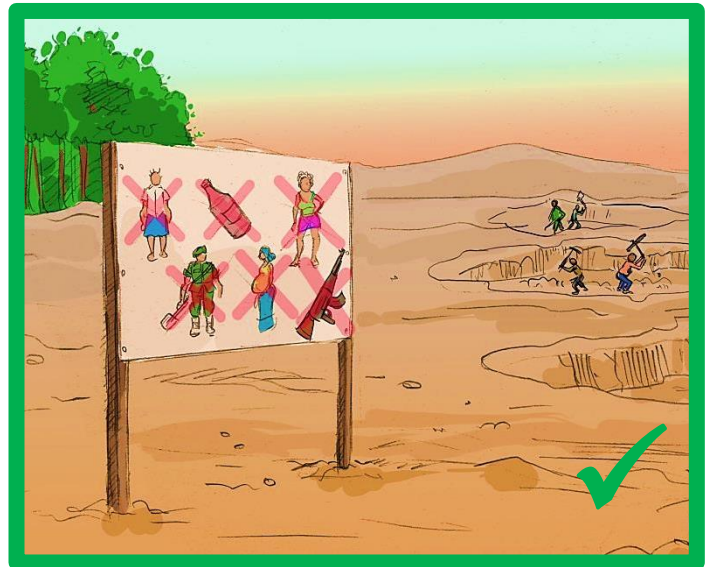
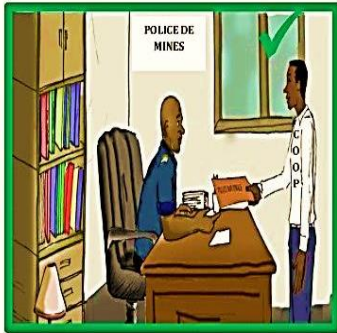
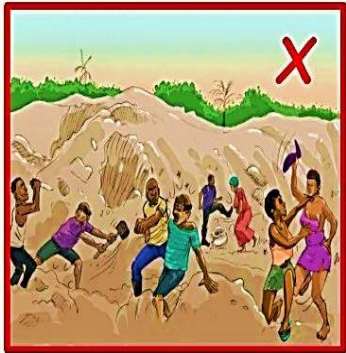


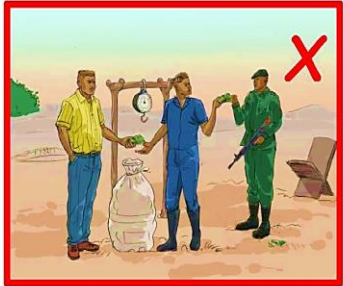
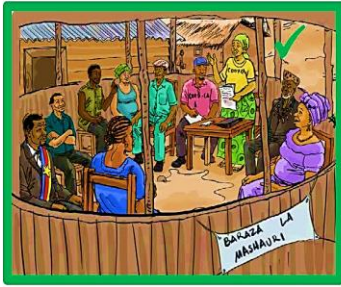


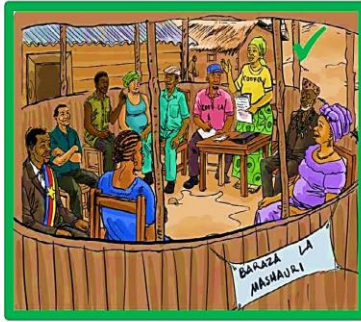


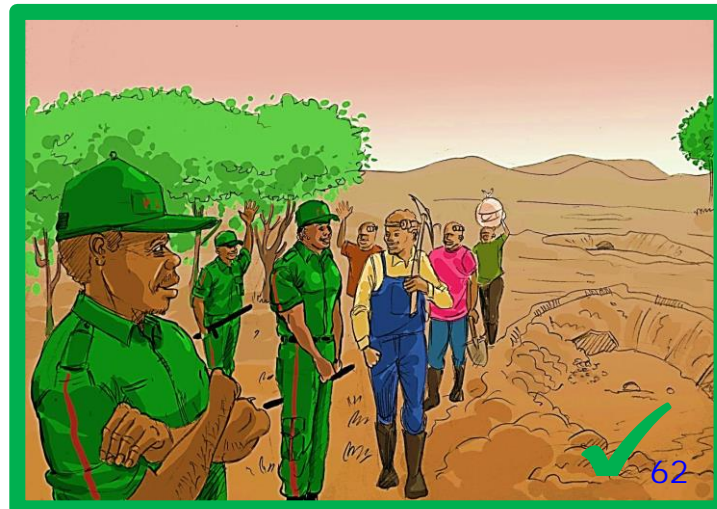
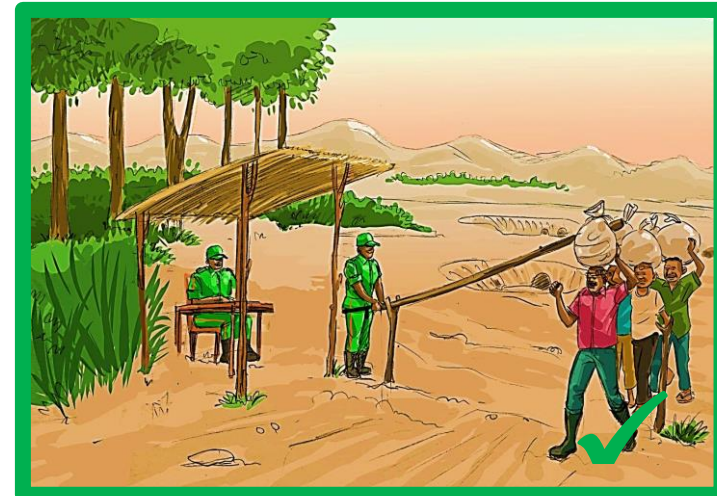
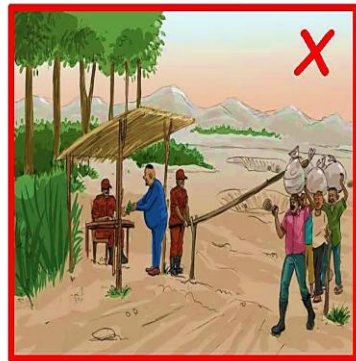
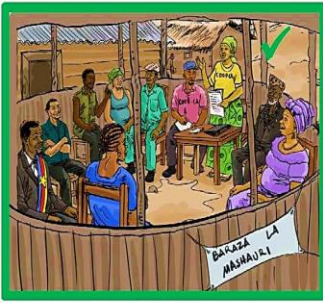


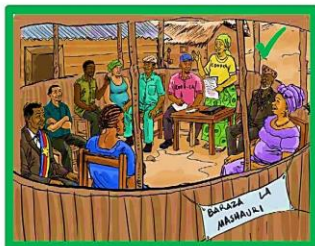


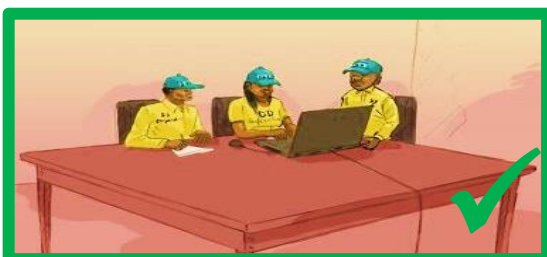




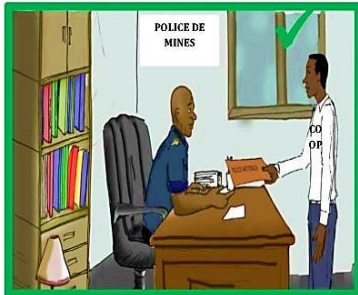
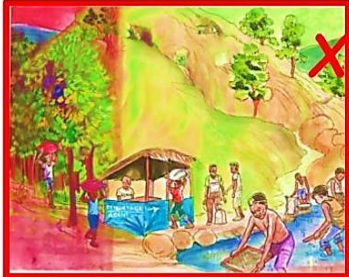


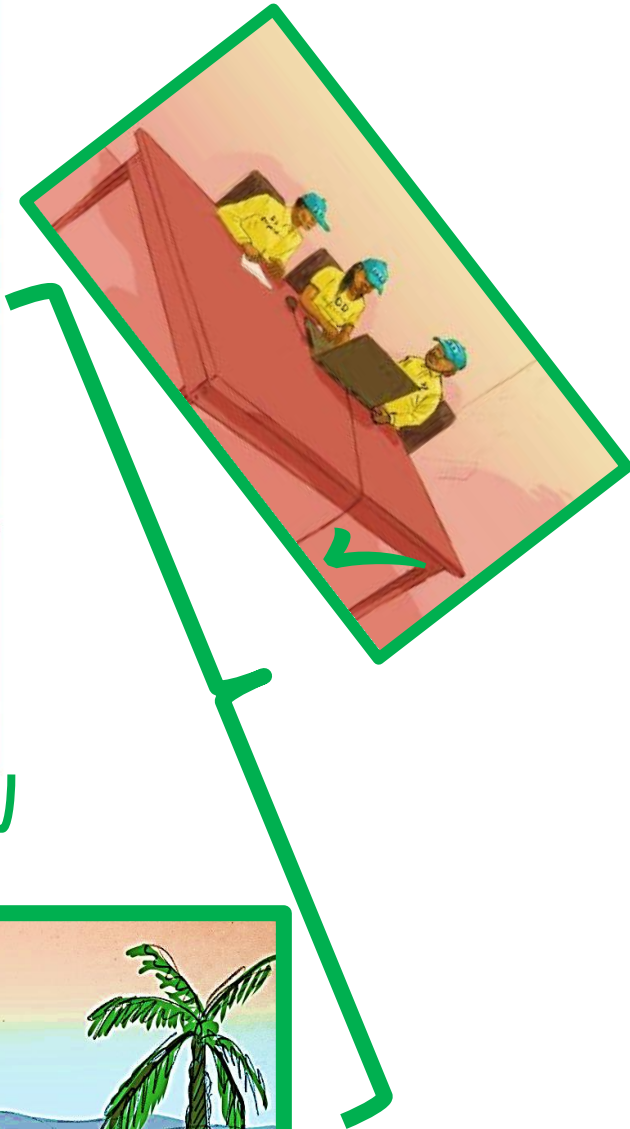
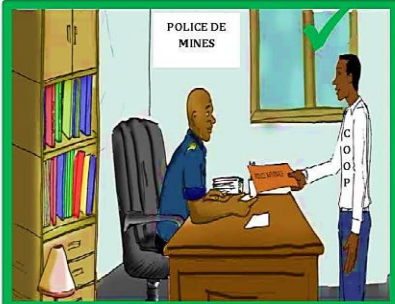
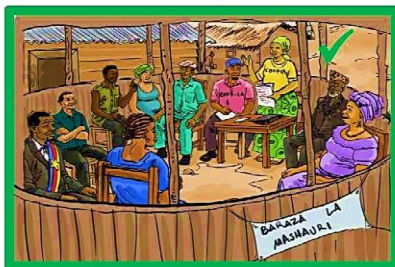
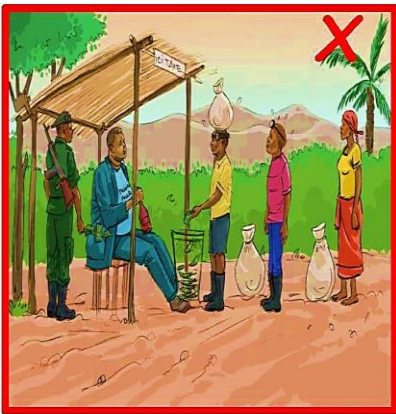


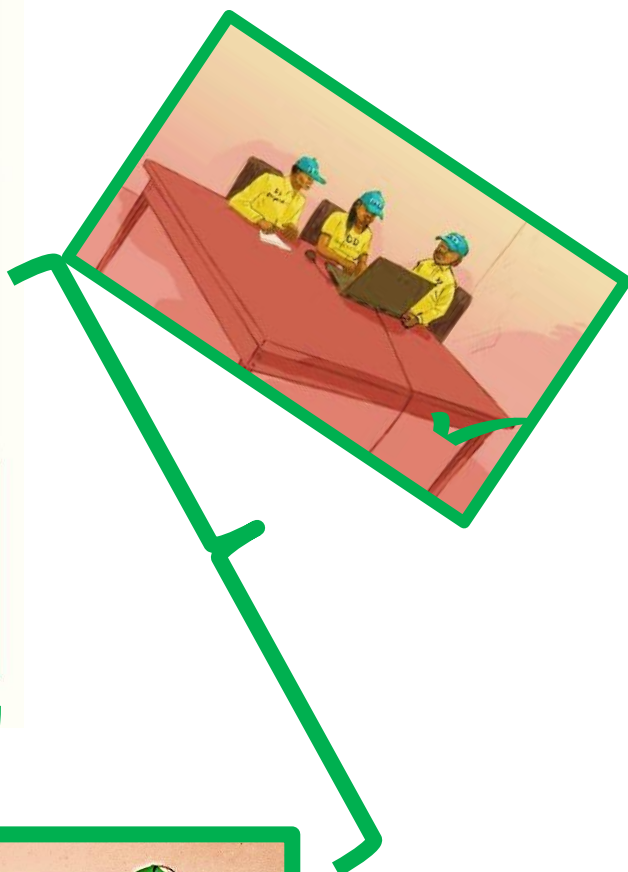
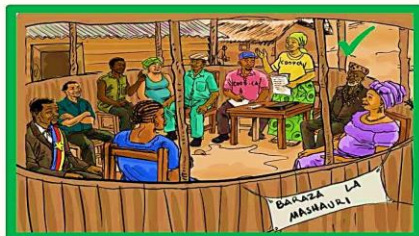


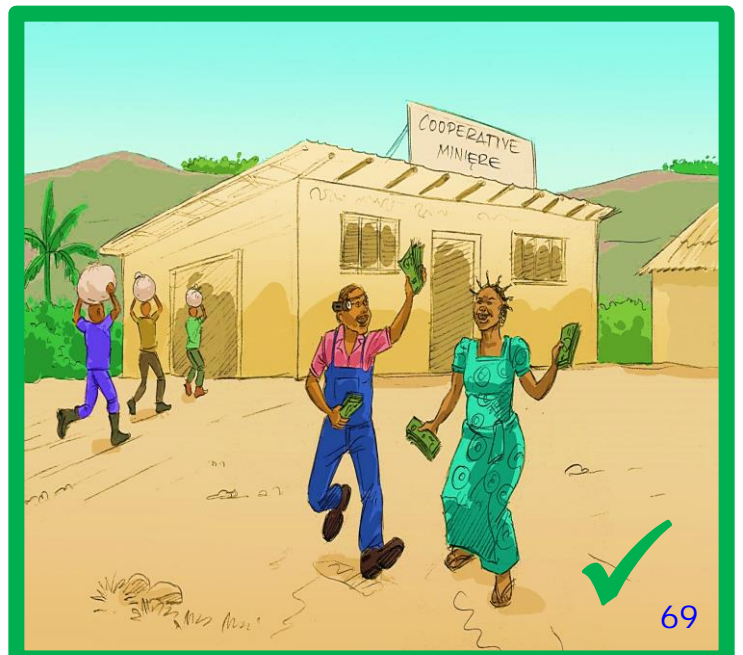
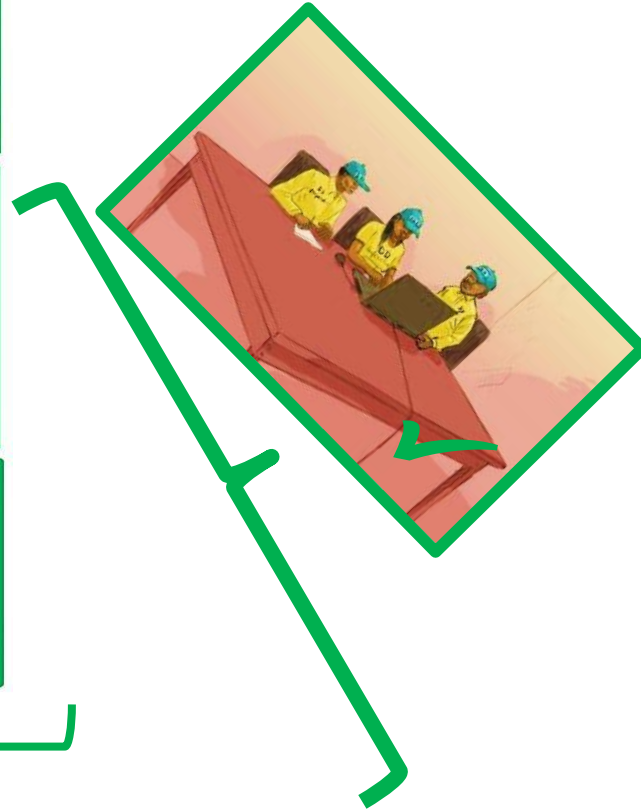
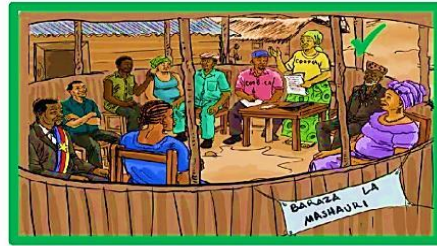














FIN



NOTE DE PRESENTATION

a). Vision

Le développement durable des communautés locales et des Entités Territoriales Décentralisées ainsi que la promotion des droits de l'Homme sont soutenus par une gouvernance transparente des ressources naturelles.

b). Mission

La recherche-action participative et l'accompagnement technique des communautés locales, des peuples autochtones pygmées, et des Entités Territoriales Décentralisées pour l'auto-prise en charge de la promotion de droits de l'Homme et du développement durable de zones d'exploitation de ressources naturelles.

c). Valeurs

- La personne humaine est digne de respect et est sacrée quelle que soit la vulnérabilité de conditions socio- économique dans laquelle elle vit ;
- Les personnes vivant avec handicap doivent bénéficier d'une particulière attention ;
- La corruption sous toutes ses formes, les abus sexuels, et la discrimination sont vigoureusement réprimées ;
- La prise en compte et la promotion du genre dans la prise de décisions et réalisations des activités ;
- Aucun conflit d'intérêt n'est tolérable ;
- l'honnêteté, le sens élevé de responsabilité, la redevabilité, la transparence et la participation sont requises dans toute action ;
- La durabilité de ressources et la protection de l'environnement ;
- La confidentialité ; la non-violence et la courtoisie.

d). Objectifs

- Mener des études en rapport avec la gouvernance, la gestion durable des ressources naturelles et l'impact socio-économique des politiques et projets de développement ;
- Accompagner techniquement la structuration et développement des coopératives dans les zones d'exploitation de ressources naturelles et les zones urbaines ;
- Renforcer les capacités techniques des communautés locales, peuples autochtones pygmées, et des Entités Territoriales Décentralisées pour une gouvernance et gestion transparente de leurs ressources naturelles ;
- Accompagner et suivre la mise en place des politiques publiques qui promeuvent les droits de l'Homme et le développement durable de zones d'exploitation des ressources naturelles ;

e) Quelques réalisations par Max Impact asbl

- Analyse de rapports de devoir de diligence des Entités de traitement basées au Sud Kivu et formation des acteurs de la chaîne d'approvisionnement sur l'exercice du devoir de diligence ;
- Manuel d'éducation sur la Structure et Gouvernance de coopératives minières (Guide en image) ;
- Evaluation de l'implémentation du manuel de procédures de traçabilité, avec une particulière attention sur le mouvement de flux de minerais allant du puits au centre de négoce ;
- Analyse de la contribution du secteur minier au budget de la province ;
- Accompagnement technique de la chefferie de Basile dans le secteur minier ;
- Elaboration d'un guide d'éducation pour les exploitants miniers artisanaux ;